

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1110

2 mai 2012

### SOMMAIRE

Arabco A.G. ....	53275	Soxipa S.A., SPF .....	53236
Bond Management International Holding AG .....	53253	Stelarlux Industrie S.à r.l. ....	53277
Centre Europe S.A. ....	53276	Suite S.A. ....	53252
Claxon Participations S.A. ....	53280	Sybaris S.A. ....	53252
Cogeco S.à r.l. ....	53280	Synchan Management Invest S.C.A. ....	53235
Costela Participations S.A. ....	53276	Taygeta Investments S.à r.l. ....	53255
ETV Capital S.A. ....	53252	TechniSat Digital S.A. ....	53253
Glass Fibre Holding I S.à r.l. ....	53273	Toptrans S.A. ....	53256
Holzmanufaktur Weiland s.à r.l. ....	53275	TQ4 S.à r.l. ....	53257
IB Finance .....	53277	TRANSFIN S.A., société de gestion de pa- trimoine familial, "SPF" .....	53257
Idéal Services Propreté .....	53276	Transmission Finance Holding S.A. ....	53253
JRS Credit S.à r.l. ....	53236	Treveria F S.à r.l. ....	53254
KB Lux Immo S.A. ....	53277	Treveria G S.à r.l. ....	53255
Logwin AG .....	53278	Treveria H S.à r.l. ....	53256
Luxemburg Invest .....	53257	Treveria J S.à r.l. ....	53271
Newlux Patrimoine Investissements S.à r.l. .....	53278	Treveria K S.à r.l. ....	53272
Oxford Aviation Academy Finco S.à r.l. ..	53278	Treveria M S.à r.l. ....	53272
Oxford Aviation Academy Luxembourg 2 S.à r.l. ....	53279	Utah JV S.à r.l. ....	53254
Oxford Aviation Academy Luxembourg 3 S.à r.l. ....	53279	Vador S.A. ....	53273
Residimmo S.A. ....	53279	Verdala S.A. ....	53274
SCD Group S.A. ....	53234	Vexinluxe S.A. ....	53274
SCD Investment 1 S.A. ....	53234	Vokovice BCP Holding SA .....	53253
Seel International S.A. ....	53235	VOSNES INVESTMENT S.A. ....	53274
Seel Investment S.A. ....	53235	Walufi S.A., SPF .....	53274
Société Immobilière Klengbusbiert SA .....	53234	Westfield Italian Holdings S.à r.l. ....	53280
Sogepi .....	53236	Westfield Milan S.à r.l. ....	53280
		Worldvest .....	53255
		Ygrec S.A., SPF .....	53275

**SCD Group S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.  
R.C.S. Luxembourg B 142.313.

Par décision du Conseil d'administration du 23 mars 2012, l'administrateur VALON S.A., R.C.S. Luxembourg B-63143, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a désigné comme représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour son compte au conseil d'administration de la société METALLUM HOLDING S.A., société anonyme: Monsieur Cédric JAUQUET, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, en remplacement de Monsieur Guy KETTMANN.

Lors de ce même Conseil d'administration, l'administrateur LANNAGE S.A., R.C.S. Luxembourg B-63130, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a désigné comme représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour son compte au conseil d'administration de la société METALLUM HOLDING S.A., société anonyme: Monsieur Yves BIEWER, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, en remplacement de Madame Marie BOURLOND

Luxembourg, le 28/03/2012.

*Pour: SCD GROUP S.A.*

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Valérie Wozniak / Tania Bernat

Référence de publication: 2012038253/21.

(120050418) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

**SCD Investment 1 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.  
R.C.S. Luxembourg B 142.312.

Par décision du Conseil d'administration du 23 mars 2012, l'administrateur VALON S.A., R.C.S. Luxembourg B-63143, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a désigné comme représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour son compte au conseil d'administration de la société METALLUM HOLDING S.A., société anonyme: Monsieur Cédric JAUQUET, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, en remplacement de Monsieur Guy KETTMANN.

Lors de ce même Conseil d'administration, l'administrateur LANNAGE S.A., R.C.S. Luxembourg B-63130, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a désigné comme représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour son compte au conseil d'administration de la société METALLUM HOLDING S.A., société anonyme: Monsieur Yves BIEWER, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, en remplacement de Madame Marie BOURLOND

Luxembourg, le 28/03/2012.

*Pour: SCD INVESTMENT 1 S.A.*

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Valérie Wozniak / Tania Bernat

Référence de publication: 2012038254/21.

(120050419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

**Société Immobilière Klengbusbiérg SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-8212 Mamer, 28, rue Baerendall.  
R.C.S. Luxembourg B 117.632.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue au siège de la société, extraordinairement en date du 9 mars 2012 à 11.00 heures*

Le mandat du commissaire aux comptes EWA REVISION S.A. est remplacé par la société FIRELUX S.A., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 84589, avec siège à L – 9053 Ettelbruck, 45, Avenue J.F. Kennedy. Ce mandat se terminera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire à tenir en 2016.

Mamer, le 9 mars 2012.

Pour extrait sincère et conforme

*Un administrateur*

Référence de publication: 2012038272/15.

(120050857) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

**Seel International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.  
R.C.S. Luxembourg B 137.394.

Par décision du Conseil d'administration du 23 mars 2012, l'administrateur VALON S.A., R.C.S. Luxembourg B-63143, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a désigné comme représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour son compte au conseil d'administration de la société SEEL INTERNATIONAL S.A., société anonyme: Monsieur Cédric JAUQUET, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, en remplacement de Monsieur Guy KETTMANN.

Lors de ce même Conseil d'administration, l'administrateur LANNAGE S.A., R.C.S. Luxembourg B-63130, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a désigné comme représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour son compte au conseil d'administration de la société SEEL INTERNATIONAL S.A., société anonyme: Monsieur Yves BIEWER, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, en remplacement de Madame Marie BOURLOND

Luxembourg, le 28/03/2012.

Pour: SEEL INTERNATIONAL S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Nathalie Lett / Valérie Wozniak

Référence de publication: 2012038258/21.

(120051003) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

**Seel Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.  
R.C.S. Luxembourg B 136.322.

Par décision du Conseil d'administration du 23 mars 2012, l'administrateur VALON S.A., R.C.S. Luxembourg B-63143, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a désigné comme représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour son compte au conseil d'administration de la société SEEL INVESTMENT S.A., société anonyme: Monsieur Cédric JAUQUET, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, en remplacement de Monsieur Guy KETTMANN.

Lors de ce même Conseil d'administration, l'administrateur LANNAGE S.A., R.C.S. Luxembourg B-63130, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a désigné comme représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour son compte au conseil d'administration de la société SEEL INVESTMENT S.A., société anonyme: Monsieur Yves BIEWER, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, en remplacement de Madame Marie BOURLOND

Luxembourg, le 28/03/2012.

Pour: SEEL INVESTMENT S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Nathalie Lett / Valérie Wozniak

Référence de publication: 2012038259/21.

(120051002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

**Synchan Management Invest S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 122.468.

*Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue de manière extraordinaire le 07.03.2012*

*Cinquième résolution*

L'Assemblée décide de renouveler le mandat de Monsieur Luc Hansen, né le 08.06.1969 à Luxembourg demeurant professionnellement 2, Avenue Charles De Gaulle L-1653 Luxembourg en qualité de membre du Conseil de Surveillance avec effet au 06.04.2010 et pour une période de six ans.

L'Assemblée décide de renouveler le mandat de la société Audiex SA, ayant son siège sociale au 9 Rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg avec effet au 06.04.2010 et pour une période de six ans.

L'Assemblée accepte la démission de Monsieur John SEIL né le 28.09.1948 à Luxembourg en qualité de membre du Conseil de Surveillance avec effet au 06.04.2010 et désigne à partir du 06.04.2010 et pour une période de six ans, Monsieur

Pierre LENTZ, né à Luxembourg le 22.04.1959, expert comptable, demeurant professionnellement 2, Avenue Charles De Gaulle L-1653 Luxembourg en qualité de membre du Conseil de Surveillance.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Synchan Management Invest SCA  
Société Anonyme

Référence de publication: 2012038281/21.

(120050486) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

---

**Sogepi, Société Anonyme.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 33, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 167.378.

—  
EXTRAIT

Le Conseil d'administration, réunie au siège de la prédite société le 27 mars 2012, a pris à l'unanimité la résolution suivante:

1: Le conseil d'administration décide de nommer administrateur délégué:

- Monsieur Christian Faltot, comptable, né le 02/06/1966 à Villerupt F-54190 et demeurant au 45 rue Emile BABEUF F-54190 Villerupt.

Le mandat de l'administrateur délégué prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2017

Luxembourg, le 27 mars 2012.

Pour extrait conforme

*Le Conseil d'Administration*

Référence de publication: 2012038273/17.

(120050904) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

---

**Soxipa S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 45.714.

—  
*Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 15 mars 2012.*

Conformément à l'article 51, al. 6 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales, les administrateurs restants procèdent à la nomination, par voie de cooptation, de Monsieur Jean-Marie LEGENDRE, né le 1<sup>er</sup> février 1946 à Paris (France), domicilié au 56, Boulevard Napoléon I<sup>er</sup>, L - 2210 Luxembourg, au titre d'administrateur en remplacement de Monsieur Norbert SCHMITZ, administrateur démissionnaire.

Cette nomination sera soumise pour ratification à la prochaine assemblée générale.

*Pour la société*

SOXIPA S.A., SPF

Référence de publication: 2012038274/15.

(120050595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

---

**JRS Credit S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: SEK 200.000,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 18, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 166.085.

—  
In the year two thousand and twelve, the second day of March, before Me Francis Kessler, notary residing in Esch-Sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED

JRS Credit AB, a Swedish company with registered number 556863-0361, located at Box 586, 114 11 Stockholm, Sweden, being the sole shareholder (the Sole Shareholder) of JRS Credit S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 18, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 166.085 (the Company). The Company was incorporated on December 19<sup>th</sup>, 2011 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, in the process of being published

in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. The articles of association of the Company (the Articles) have not been amended since the incorporation of the Company.

The Sole Shareholder is duly represented by Gnaly Léa, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Said power of attorney, after having been signed *ne varietur* by the representative of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record the following:

I. that the Sole Shareholder holds all the ordinary shares and preferred equity stock certificates (PESCs) in the share capital of the Company;

II. that the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

*First resolution*

The Sole Shareholder resolves to increase the corporate capital of the Company by an amount of seventeen million one hundred ten thousand Swedish krona (SEK 17,110,000) in order to bring the corporate capital of the Company from its present amount of three hundred thousand Swedish Krona (SEK 300,000) represented by (i) two hundred thousand (200,000) ordinary shares of the Company having a par value of one Swedish krona (SEK 1) each and one hundred thousand (100,000) preferred equity stock certificates having a par value of one Swedish krona (SEK 1) each (the PESCs), divided into ten thousand (10,000) class A PESCs, ten thousand (10,000) class B PESCs, ten thousand (10,000) class C PESCs, ten thousand (10,000) class D PESCs, ten thousand (10,000) class E PESCs, ten thousand (10,000) class F PESCs, ten thousand (10,000) class G PESCs, ten thousand (10,000) class H PESCs, ten thousand (10,000) class I PESCs and ten thousand (10,000) class J PESCs, to the amount of seventeen million four hundred ten thousand Swedish krona (SEK 17,410,000), by way of the issuance of seventeen million one hundred ten thousand (17,110,000) class A PESCs, having a par value of one Swedish krona (SEK 1) each.

*Second resolution*

The Sole Shareholder resolves to accept and record the following subscription to and full payment of the share capital increase as follows:

*Intervention - Subscription - Payment*

The Sole Shareholder, represented as stated above, declares to subscribe to seventeen million one hundred ten thousand (17,110,000) class A PESCs, having a par value of one Swedish krona (SEK 1) each and to fully pay up such class A PESCs by way of contribution in cash of one hundred seventy-one million one hundred thousand Swedish krona (SEK 171,100,000) which will be allocated as follows:

(i) an amount of seventeen million one hundred ten thousand Swedish krona (SEK 17,110,000) is allocated to the nominal capital account linked to the class A PESCs of the Company; and

(ii) an amount of one hundred fifty-three million nine hundred ninety thousand Swedish krona (SEK 153,990,000) is allocated to the PESCs Share Premium Reserve Account linked to the class A PESCs of the Company.

The amount of one hundred seventy-one million one hundred thousand Swedish krona (SEK 171,100,000) is at the disposal of the Company.

*Third resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend and fully restate the Articles of the Company (except article 3 – object) so that they shall henceforth read as follows:

**I. Name – Registered office – Object – Duration**

**Art. 1. Name.** The name of the company is “JRS Credit S.à r.l.” (the Company). The Company is a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

**Art. 2. Registered office.**

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers. The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the Shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. Where the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these cir-

circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

### **Art. 3. Corporate object.**

3.1. The purpose of the Company is the holding of multi-class asset investments and acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

3.3. The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favour or relate to its corporate object.

### **Art. 4. Duration.**

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several shareholders.

## **II. Capital - Shares**

### **Art. 5. Capital.**

5.1. The Company's corporate capital is represented by two hundred thousand (200,000) ordinary shares in registered form with a par value of one Swedish krona (SEK 1) each, all subscribed and fully paid-up (the Ordinary Shares). The holder(s) of Ordinary Shares are hereinafter individually referred to as an Ordinary Shareholder and collectively as the Ordinary Shareholders.

5.2. The Company's corporate capital is also represented by seventeen million two hundred ten thousand (17,210,000) preferred equity stock certificates with a par value of one Swedish krona (SEK 1) each, namely seventeen million one hundred twenty thousand (17,120,000) class A preferred equity stock certificates with a par value of one Swedish krona (SEK 1) each (the Class A PESCOs), ten thousand (10,000) class B preferred equity stock certificates with a par value of one Swedish krona (SEK 1) each (the Class B PESCOs), ten thousand (10,000) class C preferred equity stock certificates with a par value of one Swedish krona (SEK 1) each (the Class C PESCOs), ten thousand (10,000) class D preferred equity stock certificates with a par value of one Swedish krona (SEK 1) each (the Class D PESCOs), ten thousand (10,000) class E preferred equity stock certificates with a par value of one Swedish krona (SEK 1) each (the Class E PESCOs), ten thousand (10,000) class F preferred equity stock certificates with a par value of one Swedish krona (SEK 1) each (the Class F PESCOs), ten thousand (10,000) class G preferred equity stock certificates with a par value of one Swedish krona (SEK 1) each (the Class G PESCOs), ten thousand (10,000) class H preferred equity stock certificates with a par value of one Swedish krona (SEK 1) each (the Class H PESCOs), ten thousand (10,000) class I preferred equity stock certificates with a par value of one Swedish krona (SEK 1) each (the Class I PESCOs) and ten thousand (10,000) class J preferred equity stock certificates with a par value of one Swedish krona (SEK 1) each (the Class J PESCOs and together with the Class A PESCOs, the Class B PESCOs, the Class C PESCOs, the Class D PESCOs, the Class E PESCOs, the Class F PESCOs, the Class G PESCOs, the Class H PESCOs, the Class I PESCOs, the PESCOs and together with the Ordinary Shares, the Shares) which are redeemable in accordance with these Articles. The holder(s) of PESCOs are hereinafter individually referred to as a PESC Shareholder and collectively as the PESC Shareholders. The Ordinary Shareholder(s) and the PESC Shareholder(s) are hereinafter collectively referred to as the Shareholders.

5.3. The entire corporate capital thus amounts to seventeen million four hundred ten thousand Swedish krona (SEK 17,410,000).

5.4. The Company shall maintain a share premium reserve account for each of the ten (1) classes of PESCOs (the PESCOs Share Premium Reserve Accounts) in Swedish krona (SEK), and there shall be recorded to such accounts, the amount or value of any premium paid up on the relevant class of PESCOs. Amounts so recorded to one of the ten (10) Share Premium Reserve Accounts will constitute freely distributable reserves of the Company.

5.5. The Company shall maintain a share premium reserve account for the Ordinary Shares (the Ordinary Shares Share Premium Reserve Account) in Swedish krona (SEK), and there shall be recorded to such account, the amount or value



of any premium paid up on the Ordinary Shares. Amounts so recorded to this share premium reserve account will constitute freely distributable reserves of the Company.

5.6. The corporate capital of the Company may be increased or decreased in one or several times by a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

General - Acquisition or redemption by the Company of Shares

5.7. The Company may redeem its own Ordinary Shares and PESCs provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's corporate capital.

Mandatory redemption or acquisition of the PESCs by the Company

5.8. To the extent permitted by law, on December 19<sup>th</sup>, 2021, the Company must redeem or acquire all (but not some) of the PESCs still outstanding on that date. After such initial term, the Company and the PESC Shareholder(s) may agree upon an extension of the date on which all PESCs must be redeemed or acquired by the Company.

Optional redemption of the PESCs by the Company

5.9. Subject to article 5.7, the Company may redeem PESCs with at least six (6) calendar days prior written notice to each PESC Shareholder, setting out the proposed redemption date (which must be a Business Day) and the redemption consideration including reasonable detail of calculations as against the requirements of article 5.10 (as the case may be).

Consideration payable to PESC Shareholder(s) on redemption or acquisition

5.10. The PESC Shareholder(s), in consideration of a redemption or acquisition of their PESCs by the Company under article 5.8 or article 5.9, shall be entitled to receive an amount (either in cash and/or in kind) equal to the sum of:

- (a) the PESC Investment Amount pro rata to the PESCs being redeemed or acquired; and
- (b) the PESC Coupon Entitlement pro rata to the PESCs being redeemed or acquired; and
- (c) the balance of the PESC Profit Account pro rata to the PESCs being redeemed or acquired, whereby the balance of the PESC Profit Account is determined on the assumption that the calendar day immediately preceding the resolution of the Shareholder(s) deciding on the redemption is a PESC Period End Date.

#### **Art. 6. Indivisibility and Transfer of Ordinary Shares.**

6.1. The Ordinary Shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per Ordinary Share.

6.2. Ordinary Shares are freely transferable among Shareholders, thus among PESC Shareholders and Ordinary Shareholders.

Where the Company has a sole Shareholder, Ordinary Shares are freely transferable to third parties.

Where the Company has more than one Shareholder, the transfer of Ordinary Shares (inter vivos) to third parties is subject to the prior approval of the Shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

An Ordinary Share transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.3. A register of Ordinary Shares is kept at the registered office and may be examined by each Shareholder upon request.

#### **Art. 7. Indivisibility and Transfer of PESCs.**

7.1. The PESCs are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per PESC.

7.2. PESCs Shares are freely transferable among Shareholders, thus among PESC Shareholders and Ordinary Shareholders.

Where the Company has a sole Shareholder, PESCs are freely transferable to third parties.

Where the Company has more than one Shareholder, the transfer of PESCs (inter vivos) to third parties is subject to the prior approval of the Shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

A PESC transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

7.3. A register of PESCs is kept at the registered office and may be examined by each Shareholder upon request.

### **III. Management – Representation**

#### **Art. 8. Appointment and Removal of managers.**

8.1 The Company shall be managed by one or more managers appointed by a resolution of the general meeting of Shareholders which sets the term of their office.

8.2 The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the Shareholders.

**Art. 9. Board of managers.** If several managers have been appointed, they will constitute the Board (the Board). Manager (s) need not be Shareholder(s).

9.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the Shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

#### 9.2. Procedure

(i) The Board meets upon the request of any two (2) managers, at the place indicated in the convening notice which, in principle, is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant a power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the Board.

(v) The Board can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the Board are validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented. The resolutions of the Board are recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers Circular Resolutions), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

#### 9.3. Representation

Towards third parties, in all circumstances, the Company shall be, in case of a sole manager, bound by the sole signature of the sole manager or, in case of plurality of managers, by the signatures of any two managers together or by the single signature of any person to whom such signatory power shall be delegated by any two managers or the sole manager of the Company, but only within the limits of such power.

#### **Art. 10. Sole manager.**

10.1. If the Company is managed by a sole manager, any reference in the Articles to the Board or the managers is to be read as a reference to such sole manager, as appropriate.

10.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

10.3. The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

**Art. 11. Liability of the managers.** The managers may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law.

### **IV. Shareholder(s)**

#### **Art. 12. General meetings of shareholders and Shareholders circular resolutions.**

##### 12.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the Shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (composed of the PESC Shareholders and the Ordinary Shareholders) (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders Circular Resolutions).

(ii) Where resolutions are to be adopted by way of Shareholders Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(iii) Each Share entitles to one (1) vote.

##### 12.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The Shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or shareholders representing more than onehalf of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all Shareholders at least eight (8) days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

(iv) If all the Shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.



(v) A Shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a Shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders Circular Resolutions are passed by Shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the Shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting or by Shareholders Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of Shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a Shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the Shareholders.

(ix) For the avoidance of doubt, in the event that a PESC Shareholder is also an Ordinary Shareholder, it counts as one Shareholder of the Company for the quorum requirement set forth by law.

#### **Art. 13. Sole shareholder.**

13.1. Where the number of Shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder (who can either be a PESC Shareholder or an Ordinary Shareholder or both) exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting.

13.2. Any reference in the Articles to the Shareholders and the General Meeting or to Shareholders Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole Shareholder (who can either be a PESC Shareholder or an Ordinary Shareholder or both) or the resolutions of the latter, as appropriate.

13.3. The resolutions of the sole shareholder (who can either be a PESC Shareholder or an Ordinary Shareholder or both) are recorded in minutes or drawn up in writing.

### **V. Annual accounts - Allocation of profits – Supervision**

#### **Art. 14. Financial year and Approval of annual accounts.**

14.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

14.2. Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the manager(s) and shareholders towards the Company.

14.3. Each shareholder (who can either be a PESC Shareholder or an Ordinary Shareholder or both) may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office.

14.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

#### **Art. 15. Réviseurs d'entreprises.**

15.1. The operations of the Company are supervised by one or several réviseurs d'entreprises, when so required by law.

15.2. The Shareholders appoint the réviseurs d'entreprises, if any, and determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The réviseurs d'entreprises may be re-appointed.

#### **Art. 16. Profits General.**

16.1. The Company shall maintain:

- (a) a legal reserve account (the Legal Reserve Account);
- (b) a PESC profit account (the PESC Profit Account); and
- (c) a general profit account (the General Profit Account) (which is not a PESC Profit Account), all to be kept in Swedish krona (SEK).

##### **Allocation of Losses**

16.2. Any losses appearing from the profit and loss account adopted by the General Meeting shall be allocated as follows:

- (a) first, to the General Profit Account, if and to the extent this account shows a positive amount;
- (b) second, the balance after the allocation pursuant to paragraph (a) above, if any, to the PESC Profit Account, if and to the extent this account shows a positive amount; and
- (c) third, the balance after the allocation pursuant to paragraphs (a) and (b) above, if any, to the General Profit Account.

##### **Allocation of Profits**

16.3. Each financial year, all of the profit distributable by law shown in the annual accounts of the Company, which, for the avoidance of doubt, shall include the PESC Coupon Entitlement, must be allocated to the Profit Accounts referred to in article 16.1 in the following order:

(a) first, an amount corresponding to 5% of the Allocable Profits (the Allocation to the Legal Reserve) shall be allocated to the Legal Reserve Account, until the aggregate amount allocated to the Legal Reserve Account is equal to 10% of the Net Contributed Equity;

(b) second, with respect to any financial year, the PESC Coupon Entitlement that has not been fully allocated to the PESC Profit Account due to insufficient profits in any previous financial year shall be allocated to the PESC Profit Account;

(c) third, with respect to any financial year, the PESC Coupon Entitlement that has been allocated to the PESC Profit Account and which has thereafter been withdrawn from the PESC Profit Account due to allocation of losses under article 16.2 in a subsequent financial year shall be allocated to the PESC Profit Account;

(d) fourth, with respect to any financial year, an amount equal to the PESC Coupon Entitlement for such financial year shall be allocated to the PESC Profit Account; and

(e) finally, the part of the profit remaining after the allocations pursuant to paragraph

(a) to and including (d) shall be allocated to the General Profit Account.

#### Distributions

16.4 Subject to article 16.5, in case of a payment of the balance of the PESC Profit Account, or a part thereof, as an advance payment, the balance of the PESC Profit Account will be calculated as per the calendar day immediately preceding the day of payment of the advance payment, and on the assumption that such day is the end of a financial year.

16.5. Advance payments out of the Profit Accounts may be made at any time. Such advance payments out of the Profit Accounts can only be made pursuant to a resolution of the Board.

16.6. Any distribution out of the Profit Accounts which is not contemplated by article 16.4 and 16.5. can only be made to the Shareholders (comprising the PESC Shareholders and the Ordinary Shareholders) pursuant to a unanimous resolution of the General Meeting where the entire voting share capital of the Company is present or represented, it being understood, for the avoidance of doubt, that the PESC Shareholder(s) shall not be entitled to any distributions except those made out of the PESC Profit Account.

16.7. The final dividend with respect to a financial year must be declared by a resolution of the General Meeting, taking into consideration any advance payment on dividends declared by the Board with respect to the same financial year.

16.8. Each Shareholder (who can either be a PESC Shareholder or an Ordinary Shareholder or both) who is entitled to receive a final dividend or, as the case may be, an advance payment on dividends may decide that said dividend shall accrue and be paid on a later date.

## VI. Dissolution – Liquidation

17.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the shareholders, adopted with the consent of a majority (in number) of Shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The Shareholders appoint one or several liquidators, who need not be Shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the Shareholders, the liquidators have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company.

17.2. Any assets remaining after payment of all of the Company's debts shall be applied as follows:

(a) first, to the PESC Shareholder(s), the PESC Investment Amount and the balance of the PESC Profit Account, whereby the balance of the PESC Profit Account is determined on the assumption that the calendar day immediately preceding the resolution of the Shareholder(s) provided for in article 17.1 is a PESC Period End Date;

(b) second, to the Ordinary Shareholder(s), the paid up part on the Ordinary Shares;

(c) third, to the Ordinary Shareholder(s), the remainder after the distributions pursuant to paragraphs (a) to (b).

Upon liquidation, no distributions may be made to the Company in respect of Shares held by it.

17.3. After the liquidation has been completed, the books and records of the Company shall be kept for the period prescribed by law by the person appointed for that purpose in the resolution of the General Meeting, to dissolve the Company. Where the General Meeting has not appointed such person, the liquidators shall do so.

## VII. Definitions

18.1 The following capitalised terms used in these Articles shall have the following meanings, including for the avoidance of doubt:

Allocable Profits means the profits of a given financial period, shown in the accounts of the Company, including:

- the PESC Coupon Entitlement of the relevant financial period (to the extent the PESC Coupon Entitlement is not already included in the profits shown in the accounts of the Company), and
- the tax provisions for Luxembourg corporate income tax and the Luxembourg municipal business tax due for the relevant financial period.

Articles has the meaning given in article 1.

Business Day means a day (other than a Saturday or Sunday or public holiday) on which commercial banks are generally open for business in Luxembourg.

Commencement Date means December 19<sup>th</sup>, 2011.

Company has the meaning given in article 1.

General Profit Account has the meaning given in article 16.1.

Law has the meaning given in article 1.

Legal Reserve Account has the meaning given in article 16.1.

Net Contributed Equity means the corporate capital as described in articles 5.1, 5.2 and 5.3, including any balance of the Ordinary Share Premium Reserve Accounts and PESC Share Premium Reserve Accounts, as described in articles 5.4 and 5.5 respectively.

Ordinary Shareholder(s) has the meaning given in article 5.1.

Ordinary Shares has the meaning given in article 5.1.

Ordinary Shares Share Premium Reserve Account has the meaning given to it in article 5.5.

PESCs has the meaning given in article 5.2.

PESC Coupon Entitlement means, an annual return, with respect to any PESC Coupon Period, equal to 20 per cent of the PESC Investment Amount of each class of PESCs. The PESC Coupon Entitlement is to be allocated to the PESC Profit Account..

In the event that in a given financial year, the Company has insufficient profits for a full allocation of the PESC Coupon Entitlement, the amounts to be allocated to the PESC Profit Account (the Effective PESC Coupon) will be calculated according to the following formula:

Effective PESC Coupon = Allocable Profits – ALR – (ALR/(1-Tax))\*Tax

ALR stands for the Allocation to the Legal Reserve according to article 16.3.a)

Tax means the sum of the tax rates of Luxembourg Corporate Income Tax (including the surcharge for the unemployment fund) and Luxembourg Municipal Business Tax applicable in the relevant financial period. For the financial year 2012, Tax means 28.8% (i.e., 22,05% plus 6,75%).

The Company will have to allocate to the PESC Profit Account the difference between the PESC Coupon Entitlement and the Effective PESC Coupon as soon as the Company will have sufficient Allocable Profits.

PESC Coupon Period means the period:

- (a) starting on (and including) the Commencement Date or a PESC Period End Date; and
- (b) ending on (but not including) the next PESC Period End Date, based on a year of 360 days and the number of whole days in the relevant PESC Coupon Period.

PESC Investment Amount means the sum of:

- (a) the nominal value of each PESC multiplied by the number of PESCs on issue; and
- (b) the balance of the PESC Share Premium Reserve Account.

PESC Period End Date means:

- (a) January 1 of each year occurring before the date specified in article 5.8; and
  - (b) each date of redemption of PESCs by the Company pursuant to article 5.8 and article 5.9,
- or, if such date is not a Business Day, the next Business Day (unless that day falls in the following financial year, in which case the PESC Period End Date ends on the previous Business Day).

PESC Profit Account has the meaning given to it in article 16.1.

PESC Shareholder(s) has the meaning given in article 5.2.

PESCs Share Premium Reserve Accounts has the meaning given to it in article 5.4.

Profit Accounts means the PESC Profit Account and the General Profit Account.

Shareholders has the meaning given in article 5.2.

Shares has the meaning given in article 5.2.

## VIII. General provisions

19.1. Notices and communications are made or waived and the Managers Circular Resolutions as well as the Shareholders Circular Resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

19.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

19.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference and the Shareholders Circular Resolutions, as the case may be, are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

19.4. All matters not expressly governed by the Articles are determined in accordance with the law and, subject to any non waivable provisions of the law, any agreement entered into by the shareholders from time to time.

#### *Fourth resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend the register of PESCOs of the Company in order to reflect the above changes and empowers and authorizes any manager of the Company, each acting individually, to proceed on behalf of the Company with the registration of the newly issued Class A PESCOs as well as the above changes in the relevant register of the Company.

#### *Estimate of costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately seven thousand two hundred euro (EUR 7,200.-)

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that on the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text will prevail.

WHEREOF this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing party, and signed by the latter with the undersigned notary.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille douze, le deuxième jour de mars, par-devant Me Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

#### **A COMPARU**

JRS Credit AB, une société suédoise immatriculée sous le numéro 556863-03161, située à Box 586, 114 11 Stockholm, Suède, en sa qualité d'associé unique (l'Associé Unique) de JRS Credit S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie par les lois du Grand-duché de Luxembourg, dont le siège social se situe au 18, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 166.085 (la Société). La Société a été constituée le 19 décembre 2011 suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. Les statuts de la Société (les Statuts) n'ont pas été modifiés depuis la constitution de la Société.

L'Associé Unique est ici représenté par Gnaly Léa, avocat, de résidence professionnelle à Luxembourg en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataires de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique a prié le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Que l'Associé Unique détient toutes les parts sociales ordinaires et tous les certificats de parts sociales privilégiées (PESCOs) dans le capital social de la Société;

II. Que l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de dix-sept millions cent dix mille couronnes suédoises (SEK 17.110.000) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel de trois cent mille couronnes suédoises (SEK 300.000), représenté par (i) deux cent mille (200.000) parts sociales ordinaires de la Société ayant une valeur nominale d'une couronne suédoise (SEK 1) chacune et cent mille (100.000) certificats de parts sociales privilégiées (PESCOs) ayant une valeur nominale d'une couronne suédoise (SEK 1) chacun, divisés en dix mille (10.000) PESCOs de Classe A, dix mille (10.000) PESCOs de Classe B, dix mille (10.000) PESCOs de Classe C, dix mille (10.000) PESCOs de Classe D, dix mille (10.000) PESCOs de Classe E, dix mille (10.000) PESCOs de Classe F, dix mille (10.000) PESCOs de Classe G, dix mille (10.000) PESCOs de Classe H, dix mille (10.000) PESCOs de Classe I et dix mille (10.000) PESCOs de Classe J, au montant de dix-sept millions quatre cent dix mille couronnes suédoises (SEK 17.410.000), par l'émission de dix-sept millions cent dix mille (17.110.000) PESCOs de classe A, ayant une valeur d'une couronne suédoise (SEK 1) chacun.

#### *Deuxième résolution*

L'Associé Unique décide d'accepter et d'enregistrer la souscription suivante et la libération intégrale de l'augmentation de capital comme suit:

#### *Intervention – Souscription - Libération*

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire aux de dix-sept millions cent dix mille (17.110.000) PESCOs de classe A, ayant une valeur d'une couronne suédoise (SEK 1) chacun et de libérer intégralement ces PESCOs de classe A par un apport en numéraire de cent soixante-et-onze millions cent mille couronnes suédoises (SEK 171.100.000) qui sera affecté comme suit:

(i) un montant de dix-sept millions cent dix mille couronnes suédoises (SEK 17.110.000) est affecté au compte de capital nominal rattaché au PESCOs de classe A de la Société; et

(ii) un montant de cent cinquante-trois millions neuf cent quatre-vingt-dix mille couronnes suédoises (SEK 153.990.000) est affecté au Compte de Réserve de Prime d'Emission des PESCs rattaché au PESCs de classe A de la Société.

Le montant de cent soixante-et-onze millions cent mille couronnes suédoises (SEK 171.100.000) est à la disposition de la Société.

### *Troisième résolution*

L'Associé Unique décide de modifier et de refondre dans leur intégralité les Statuts de la Société (à l'exception de l'article 3 – objet) de sorte qu'ils aient désormais la teneur suivante:

## **I. Dénomination – Siège social – Objet – Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Le nom de la société est "JRS Credit S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

### **Art. 2. Siège social.**

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des Associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

### **Art. 3. Objet social.**

3.1 L'objet de la Société est la détention d'investissements d'actifs multi-classes et la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

### **Art. 4. Durée.**

4.1 La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

## **II. Capital – Parts sociales**

### **Art. 5. Capital.**

5.1. Le capital social de la Société est représenté par deux cent mille (200.000) parts sociales ordinaires sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'une couronne suédoise (SEK 1) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées (les Parts Sociales Ordinaires). Le(s) détenteur(s) de Parts Sociales Ordinaires sont désignés ci-après, individuellement comme un Associé Ordinaire et collectivement comme les Associés Ordinaires.

5.2. Le capital social de la Société est aussi représenté par dix-sept millions deux cent dix mille (17,210,000) certificats de parts sociales privilégiées d'une valeur nominale d'une couronne suédoise (SEK 1) chacun, à savoir dix-sept million cent vingt mille (17,120,000) certificats de parts sociales privilégiées de classe A d'une valeur nominale d'une couronne suédoise (SEK 1) chacun (les PESC de Classe A), dix mille (10.000) certificats de parts sociales privilégiées de classe B d'une valeur nominale d'une couronne suédoise (SEK 1) chacun (les PESC de Classe B), dix mille (10.000) certificats de parts sociales privilégiées de classe C d'une valeur nominale d'une couronne suédoise (SEK 1) chacun (les PESC de Classe C), dix mille (10.000) certificats de parts sociales privilégiées de classe D d'une valeur nominale d'une couronne suédoise (SEK 1) chacun (les PESC de Classe D), dix mille (10.000) certificats de parts sociales privilégiées de classe E d'une valeur nominale d'une couronne suédoise (SEK 1) chacun (les PESC de Classe E), dix mille (10.000) certificats de parts sociales privilégiées de classe F d'une valeur nominale d'une couronne suédoise (SEK 1) chacun (les PESC de Classe F), dix mille (10.000) certificats de parts sociales privilégiées de classe G d'une valeur nominale d'une couronne suédoise (SEK 1) chacun (les PESC de Classe G), dix mille (10.000) certificats de parts sociales privilégiées de classe H d'une valeur nominale d'une couronne suédoise (SEK 1) chacun (les PESC de Classe H), dix mille (10.000) certificats de parts sociales privilégiées de classe I d'une valeur nominale d'une couronne suédoise (SEK 1) chacun (les PESC de Classe I) et dix mille (10.000) certificats de parts sociales privilégiées de classe J d'une valeur nominale d'une couronne suédoise (SEK 1) chacun (les PESC de Classe J) et ensemble avec les PESC de Classe A, les PESC de Classe B, les PESC de Classe C, les PESC de Classe D, les PESC de Classe E, les PESC de Classe F, les PESC de Classe G, les PESC de Classe H, les PESC de Classe I, les PESC et ensemble avec les Parts Sociales Ordinaires, les Parts Sociales), rachetables conformément aux présents Statuts. Le(s) détenteur(s) de PESC sont désignés ci-après, individuellement comme un Associé PESC et collectivement comme les Associés PESC. Le(s) Associé(s) Ordinaire(s) et le(s) Associé(s) PESC sont désigné(s) ci-après collectivement comme les Associés.

5.3. La totalité du capital social s'élève donc à dix-sept million quatre cent dix mille couronnes suédoises (SEK 17,410,000).

5.4. La Société maintiendra un compte de réserve de prime d'émission pour chacune des dix (10) classes de PESC (les Comptes de Réserve de Prime d'Emission PESC) en couronnes suédoises (SEK), où le montant ou la valeur de toute prime libérée sur la classe de PESC concernée sera enregistré. Les montants ainsi enregistrés sur un des dix (10) Comptes de Réserve de Prime d'Emission PESC constitueront des réserves librement distribuables de la Société.

5.5. La Société conservera un compte de réserve de prime d'émission pour les Parts Sociales Ordinaires (le Compte de Réserve de Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires) en couronnes suédoises (SEK), où le montant ou la valeur de toute prime libérée sur les Parts Sociales Ordinaires sera enregistrée. Les montants ainsi enregistrés sur ce compte de réserve de prime d'émission constitueront des réserves librement distribuables de la Société.

5.6. Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution de l'Assemblée Générale adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Général - Acquisition ou rachat par la Société de Parts Sociales

5.7. La Société peut racheter ses propres Parts Sociales et PESC à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

Rachat ou acquisition obligatoire des PESC par la Société

5.8. Dans les limites permises par la loi, le 19 décembre 2021, la Société doit racheter ou acquérir tous (et pas seulement une partie) les PESC encore en circulation à cette date. Après cette période initiale, la Société et l'Associé ou les Associés PESC peuvent convenir d'une prolongation de la date à laquelle tous les PESC doivent être rachetés ou acquis par la Société.

Rachat optionnel des PESC par la Société

5.9. Sous réserve de l'article 5.7, la Société peut racheter les PESC sur notification écrite d'au moins six (6) jours calendaires préalable adressée à chaque Associé PESC, informant de la date proposée pour le rachat (qui doit être un Jour Ouvrable) et le prix de rachat avec un détail raisonnable sur les calculs tels que requis par l'article 5.10. (le cas échéant).

Rémunération payable à ou aux Associé(s) PESC en cas de rachat ou d'acquisition

5.10 L'Associé ou les Associés PESC, en contrepartie d'un rachat ou d'une acquisition de ses(leurs) PESC par la Société conformément à l'article 5.8. ou l'article 5.9., aura(auront) le droit de percevoir un montant (en numéraire et/ou en nature) égal à la somme:

- (a) du Montant de l'Investissement PESC proportionnellement aux PESC qui sont rachetés ou acquis; et
- (b) du Droit au Coupon PESC proportionnellement aux PESC qui sont rachetés ou acquis; et
- (c) le surplus du Compte de Profit PESC proportionnellement aux PESC qui sont rachetés ou acquis, le surplus du Compte de Profit PESC étant déterminé selon l'hypothèse que le jour calendaire qui précède immédiatement la résolution du ou des Associé(s) décidant du rachat est une Date de Fin de Période PESC.

#### **Art. 6. Indivisibilité et Cession des Parts Sociales.**

6.1. Les Parts Sociales Ordinaires sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par Part Sociale Ordinaire.



6.2. Les Parts Sociales sont librement cessibles entre Associés, donc parmi les Associés PESC et les Associés Ordinaires. Lorsque la Société a un Associé unique, les Parts Sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un Associé, la cession de Parts Sociales Ordinaires (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des Associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

Une cession de Parts Sociales Ordinaires ne sera opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux articles 189 et 190 de la Loi.

6.3 Un registre des Parts Sociales Ordinaires est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque Associé.

#### **Art. 7. Indivisibilité et Cession des PESC.**

7.1. Les PESC sont indivisibles et la Société reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par PESC.

7.2. Les PESC sont librement cessibles entre Associés, donc entre Associés PESC et Associés Ordinaires.

Lorsque la Société a un Associé Unique, les PESC sont librement cessibles aux tiers.

En cas de pluralité d'Associés, la cession de PESC (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des Associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Une cession de PESC n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers qu'après avoir été notifié à la Société ou accepté par celle-ci, conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux articles 189 et 190 de la Loi.

7.3 Un registre des PESC est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque Associé.

### **III. Gestion - Représentation**

#### **Art. 8. Nomination et Révocation des gérants.**

8.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des Associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne sont pas nécessairement Associés.

8.2. Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision des Associés.

**Art. 9. Conseil de gérance.** Si plusieurs gérants d'entreprise sont nommés, ils constituent le conseil de gérance composé (le Conseil).

#### **9.1. Pouvoirs du conseil de gérance**

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux Associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

#### **9.2. Procédure**

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'au moins deux (2) gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, se situe à Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixées dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin d'être représenté à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

#### **9.3. Représentation**

Vis-à-vis des tiers et en toutes circonstances, la Société sera, en cas de gérant unique, engagée par la signature individuelle de son gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par les signatures de deux gérants ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature sera délégué par deux gérants ou le gérant unique de la Société mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

#### **Art. 10 Gérant unique.**

10.1. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

10.2. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

10.3. La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

**Art. 11 Responsabilité des gérants.** Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

### **IV. Associé(s)**

#### **Art. 12. Assemblées générales des associés et Résolutions circulaires des associés.**

##### 12.1 Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des Associés sont adoptées en assemblée générale des associés (composée des Associés PESC et des Associés Ordinaires) (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés).

(ii) Quand les résolutions sont à adopter par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque Part Sociale donne droit à un (1) vote.

##### 12.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les Associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les Associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation de l'assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les Associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un Associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin d'être représenté à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des Associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des Associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un Associé dans la Société exige le consentement unanime des Associés.

(ix) Pour éviter tout doute, dans l'hypothèse où un Associé PESC est également un Associé Ordinaire, il compte comme un seul Associé de la Société pour les exigences de quorum telles que précisées par la loi.

#### **Art. 13. Associé unique.**

13.1. Lorsque le nombre des Associés est réduit à un (1), l'associé unique (qui peut soit être un Associé PESC, soit un Associé Ordinaire, soit les deux) exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

13.2. Toute référence dans les Statuts aux Associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'Associé unique (qui peut soit être un Associé PESC, soit un Associé Ordinaire, soit les deux) ou aux résolutions de ce dernier.

13.3. Les résolutions de l'associé unique (qui peut soit être un Associé PESC, soit un Associé Ordinaire, soit les deux) sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

## V. Comptes annuels – Affectation des bénéfices – Contrôle

### Art. 14. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

14.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

14.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

14.3. Chaque associé (qui peut soit être un Associé PESC, soit un Associé Ordinaire, soit les deux) peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

14.4. Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

### Art. 15. Réviseurs d'entreprises.

15.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, dans les cas prévus par la loi.

15.2. Les Associés nomment les réviseurs d'entreprises, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les réviseurs d'entreprises peuvent être renommés.

### Art. 16. Bénéfices Général.

16.1. La Société maintiendra:

- (a) un compte de réserve légale (le Compte de Réserve Légale);
- (b) un compte de profits PESC (le Compte de Profits PESC); et
- (c) un compte général de profits (le Compte Général de Profits) (qui n'est pas un Compte de Profits PESC), tous exprimés en couronnes suédoises (SEK).

#### Affectation des Pertes

16.2. Les pertes reprises dans le compte de pertes et profits adopté par l'Assemblée Générale, seront affectées de la manière suivante:

- (a) premièrement, sur le Compte Général de Profits, si et dans la mesure où ce compte présente un solde positif;
- (b) deuxièmement, le solde restant après l'affectation prévue au paragraphe (a) ci-dessus, sera, le cas échéant, affecté sur le Compte de Profits PESC dans la mesure où ce compte présente un solde positif; et
- (c) troisièmement, le solde restant après l'affectation prévue aux paragraphes (a) et (b) ci-dessus, sera, le cas échéant, affecté sur le Compte Général de Profits.

#### Affectation des Bénéfices

16.3. Chaque exercice social, la totalité des bénéfices distribuables selon la loi telle que mentionnée dans les comptes annuels de la Société, qui, en tout état de cause, comprendra le Droit au Coupon PESC, doit être affectée aux Comptes de Profits mentionné à l'article 16.1 dans l'ordre suivant:

- (a) premièrement, un montant correspondant à 5% des Bénéfices Allouables (l'Affectation à la Réserve Légale) sera affecté au Compte de Réserve Légale, jusqu'à ce que le montant total affecté au Compte de Réserve Légale atteigne 10% du Capital Net Apporté;
- (b) deuxièmement, pour tout exercice social, le Droit au Coupon PESC qui n'a pas été intégralement affecté au Compte de Profits PESC, en raison de bénéfices insuffisants lors d'exercices sociaux précédents, sera affecté au Compte de Profits PESC;
- (c) troisièmement, pour tout exercice social, le Droit au Coupon PESC qui a été affecté au Compte de Profits PESC et qui a ensuite été retiré du Compte de Profits PESC en raison de l'affectation de pertes en vertu de l'article 16.2 lors d'un exercice social suivant, sera affecté au Compte de Profits PESC;
- (d) quatrièmement, pour tout exercice social, un montant équivalent au Droit au Coupon PESC sera, pour l'exercice social concerné, affecté au Compte de Profits PESC; et
- (e) finalement, le solde du bénéfice restant après les affectations en vertu des paragraphes (a) à (d) inclus sera affecté au Compte Général de Profits.

#### Distributions

16.4. Sous réserve de l'article 16.5., en cas de versement du solde du Compte de Profits PESC, ou d'une partie de ce dernier, comme acompte, le solde du Compte de Profits PESC sera calculé à partir du jour calendaire immédiatement avant le jour de l'acompte et en supposant que ce jour soit la fin d'un exercice social.

16.5. Les acomptes prélevés sur les Comptes de Profits peuvent se faire à tout moment. Ces acomptes prélevés sur les Comptes de Profits ne peuvent se faire qu'en vertu d'une décision du Conseil.

16.6. Toute distribution à partir des Comptes de Profits qui ne sont pas envisagées par les articles 16.4 et 16.5 seront faites aux Associés (les Associés PESC et les Associés Ordinaires) en vertu d'une décision unanime de l'Assemblée Générale où l'intégralité du capital social votant est présente ou représentée, étant entendu, en tout état de cause, que les Associés PESC n'auront pas droit à des distributions sauf celles faites à partir du Compte de Profit PESC.

16.7. Le dividende final concernant un exercice social doit être déclaré par une résolution de l'Assemblée Générale en tenant compte des acomptes sur dividendes déclarés par le Conseil en ce qui concerne cet exercice social.

16.8. Chaque Associé (qui peut être soit un Associé PESC ou un Associé Ordinaire ou les deux) ayant droit de recevoir un dividende final ou, le cas échéant, un acompte sur dividendes peut décider que ledit dividende s'accumule et soit payé à une date ultérieure.

## VI. Dissolution – Liquidation

17.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des Associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les Associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être Associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des Associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

17.2. Tous les actifs restants après le paiement de toutes les dettes de la Société seront répartis comme suit:

(a) premièrement, à l'Associé ou aux Associés PESC, le Montant de l'Investissement PESC et le solde du Compte de Profits PESC, le solde du Compte de Profits PESC étant déterminé en supposant que le jour calendaire précédant immédiatement la résolution de(s) l'Associé(s) prévue à l'article 17.1. est une Date de Fin de Période PESC;

(b) deuxièmement, à l'Associé Ordinaire ou aux Associés Ordinaires, la part libérée sur les Parts Sociales Ordinaires;

(c) troisièmement à l'Associé Ordinaire ou aux Associés Ordinaires, le solde restant après les distributions conformément aux paragraphes (a) à (b).

Pendant la liquidation, aucune distribution ne sera faite à la Société pour les Parts Sociales qu'elle détient.

17.3. Après la réalisation de la liquidation, les livres et documents de la Société seront conservés pendant la période prescrite par la loi par la personne désignée à cet effet dans la résolution de l'Assemblée Générale prononçant la dissolution de la Société. Si l'Assemblée Générale n'a désigné personne, les liquidateurs devront s'en charger.

## VII. Définitions

18.1 Les termes suivants en majuscule utilisés dans les présents Statuts auront les significations suivantes, en ce compris en tout état de cause

Bénéfices Allouables signifie les bénéfices d'un exercice social donné, indiqués dans les comptes de la Société, comprenant:

- Le Droit au Coupon PESC de l'exercice social concerné (dans la mesure où le Droit au Coupon PESC n'est pas déjà inclus dans les bénéfices indiqués dans les comptes de la Société), et

- Les provisions pour l'impôt sur le revenu sur les sociétés et l'impôt commercial communal luxembourgeois dus pour l'exercice social en question.

Statuts a la signification qui lui est conférée à l'article 1.

Jour Ouvrable signifie un jour (autre qu'un samedi, dimanche ou un jour férié) où les banques commerciales sont généralement ouvertes au Luxembourg.

Date de Début signifie le 19 décembre 2011.

Société a la signification qui lui est conférée à l'article 1.

Compte Général de Profits a la signification qui lui est conférée à l'article 16.1.

Loi a la signification qui lui est conférée à l'article 1.

Compte de Réserve Légale a la signification qui lui est conférée à l'article 16.1.

Capital Net Apporté signifie le capital social tel que décrit aux articles 51, 5.2 et 5.3, comprenant tout solde des Comptes de Réserve de Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires et des Comptes de Réserve de Prime d'Emission PESC, décrits aux articles 5.4 et 5.5 respectivement.

Associé(s) Ordinaire(s) a la signification qui lui est conférée à l'article 5.1.

Parts Sociales Ordinaires a la signification qui lui est conférée à l'article 5.1.

Compte de Réserve de Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires a la signification qui lui est conférée à l'article 5.5.

PESCs a la signification qui lui est conférée à l'article 5.2.

Droit au Coupon PESC signifie, concernant toute Période de Coupon PESC, un rendement annuel de 20 pour cent du Montant d'Investissement PESC de chaque classe de PESCs. Le Droit au Coupon PESC sera affecté au Compte de Profits PESC

Au cas où dans un exercice social donné, la Société a des bénéfices insuffisants pour une affectation entière du Droit au Coupon PESC, les montants à affecter au Compte de Profits PESC (le Coupon PESC Effectif) seront calculés en utilisant la formule suivante:

Coupon PESC Effectif = Bénéfices Allouables – ARL – (ARL/(1 - Impôt)\*Impôt

ARL signifie Affectation à la Réserve Légale en vertu de l'article 16.3 a)

Impôt signifie la somme des taux d'imposition de l'Impôt sur le revenu des sociétés (en ce compris le supplément pour le fonds chômage) et l'Impôt commercial communal luxembourgeois applicable au cours de l'exercice social en question. Pour l'exercice social 2012, Impôt signifie 28,8% (i.e. 22,05 plus 6,75%).

La Société devra affecter au Compte de Profits PESC la différence entre le Droit au Coupon PESC et le Coupon PESC Effectif dès que la Société aura des Bénéfices Allouables suffisants.

Période de Coupon PESC signifie la période:

- (a) qui débute à (et comprenant) la Date de Début ou une Date de Fin de Période PESC; et
- (b) qui prend fin à (mais non compris) la prochaine Date de Fin de Période PESC; basée sur une année de 360 jours et le nombre de jours entiers dans la Période de Coupon PESC concernée.

Montant de l'Investissement PESC signifie la somme de:

- (a) la valeur nominale de chaque PESC multipliée par le nombre de PESC en circulation; et
- (b) le solde du Compte de Réserve de Prime d'Emission PESC.

Date de Fin de Période PESC signifie:

- (a) le 1 janvier de chaque année arrivant avant la date mentionnée à l'article 5.8.; et
- (b) chaque date de rachat de PESC par la Société conformément à l'article 5.8. et l'article 5.9, ou si cette date n'est pas un Jour Ouvrable, le Jour Ouvrable suivant (à moins que ce jour ne tombe dans l'exercice social suivant, auquel cas la Date de Fin de Période PESC prendra fin le Jour Ouvrable précédent).

Compte de Profits PESC a la signification qui lui est conférée à l'article 16.1.

Associé(s) PESC a la signification qui lui est conférée à l'article 5.2.

Comptes de Réserve de Prime d'Emission PESC a la signification qui lui est conférée à l'article 5.4.

Comptes de Profits signifie le Compte de Profits PESC et le Compte Général de Profits.

Associés a la signification qui lui est conférée à l'article 5.2.

Parts Sociales a la signification qui lui est conférée à l'article 5.2.

### VIII. Dispositions générales

19.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télégramme, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

19.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

19.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

19.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés.

#### *Quatrième résolution*

L'Associé Unique décide de modifier le registre des PESC de la Société afin d'y refléter les modifications ci-dessus et autorise tout gérant de la Société, chacun agissant individuellement, de procéder pour le compte de la Société à l'inscription des PESC de classe A nouvellement émis et les modifications sus-mentionnées dans le registre concerné de la Société.

#### *Estimation des frais*

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait du présent acte s'élèvent approximativement à sept mille deux cents euros (EUR 7.200,-).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: Gnaly Léa, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 06 mars 2012. Relation: EAC/2012/2986. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2012035678/844.

(120047757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2012.

---

**ETV Capital S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2340 Luxembourg, 6, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 96.982.

En date du 27 mars 2012, les actionnaires de la société ont pris les résolutions suivantes:

1. de nommer la personne suivante:

M. Ian Kent, né le 3 décembre 1973, à Birmingham, Royaume-Uni, avec adresse professionnelle au 47 avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en tant qu'administrateur de la Société avec effet immédiat et jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2014.

2. d'accepter la démission de:

M. Christophe Munsch de ses fonctions d'administrateur de la société avec effet immédiat.

Depuis cette date le conseil d'administration se compose des personnes suivantes:

M. Simon Barnes,

M. Neil Pitcher

M. Ian Kent,

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la Société*

*Signature*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2012038408/22.

(120050877) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

---

**Suite S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 72.689.

*Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 15 mars 2012.*

Conformément à l'article 51, al. 6 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales, les administrateurs restants procèdent à la nomination, par voie de cooptation, de Monsieur Jean-Marie LEGENDRE, né le 1<sup>er</sup> février 1946 à Paris (France), domicilié au 56, Boulevard Napoléon I<sup>er</sup>., L - 2210 Luxembourg, au titre d'administrateur en remplacement de Monsieur Norbert SCHMITZ, administrateur démissionnaire.

Cette nomination sera soumise pour ratification à la prochaine assemblée générale.

*Pour la société*

*SUITE S.A.*

Référence de publication: 2012038279/15.

(120050594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

---

**Sybaris S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 124.345.

*Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 15 mars 2012.*

Conformément à l'article 51, al. 6 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales, les administrateurs restants procèdent à la nomination, par voie de cooptation, de Monsieur Jean-Marie LEGENDRE, né le 1<sup>er</sup> février 1946 à Paris (France), domicilié au 56, Boulevard Napoléon I<sup>er</sup>., L - 2210 Luxembourg, au titre d'administrateur en remplacement de Monsieur Norbert SCHMITZ, administrateur démissionnaire.

Cette nomination sera soumise pour ratification à la prochaine assemblée générale.



Pour la société  
SYBARIS S.A.

Référence de publication: 2012038280/15.

(120050593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

---

**TechniSat Digital S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6832 Betzdorf, 11, rue Pierre Werner.

R.C.S. Luxembourg B 31.416.

—  
*Auszug aus der Generalversammlung der Aktionäre vom 1. März 2012.*

Die Generalversammlung beschliesst, den Rücktritt von Herrn Friedhelm Flamm als Verwaltungsratsmitglied anzunehmen und Herrn Stefan Kön, wohnhaft in D-54531 Manderscheid, Schwalbenweg 2, geboren am 15.01.1968 in Daun (D) zum neuen Verwaltungsratsmitglied zu ernennen. Das Mandat gilt bis zur Generalversammlung im Jahr 2015.

Luxemburg, den 26. März 2012.

*Für die Gesellschaft*

Référence de publication: 2012038282/13.

(120050778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

---

**Vokovice BCP Holding SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 3, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 95.588.

—  
L'adresse professionnelle de Géraldine Schmit, Administrateur, a changé et se trouve désormais au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, le 22 mars 2012.

Référence de publication: 2012038322/11.

(120050700) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

---

**Bond Management International Holding AG, Société Anonyme.**

Siège social: L-3260 Bettembourg, 129, route de Mondorf.

R.C.S. Luxembourg B 23.835.

—  
**LIQUIDATION JUDICIAIRE**

«Par jugement du 15 mars 2012, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné la dissolution et la liquidation de la société suivante:

- la société à responsabilité limitée BOND MANAGEMENT INTERNATIONAL HOLDING AG (B23 835) avec siège social à L-3260 BETTE M BOURG, 129, route de Mondorf, de fait inconnue à cette adresse,

Le même jugement a nommé juge commissaire Monsieur Thierry SCHILTZ, juge-délégué au tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg et liquidateur Maître Lionel GUETH-WOLF, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire leurs déclarations de créances au greffe de la sixième chambre du tribunal de commerce avant le 6 avril 2012.

Pour extrait conforme

Lionel GUETH-WOLF

*Le liquidateur*

Référence de publication: 2012038403/19.

(120051106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

---

**Transmission Finance Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6947 Niederanven, 7, Z.I. Bombicht.

R.C.S. Luxembourg B 76.117.

—  
*Extrait du procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 27 mars 2012 au siège social de la société.*

L'assemblée générale décide à l'unanimité de renouveler le mandat de M. Kristian Groke, né le 1<sup>er</sup> avril 1964 à Hambourg (Allemagne), demeurant 4, Dimitri Nicolaou Street, CY-4006 Mesa Geitonia/Limassol, Chypre en tant qu'administrateur et administrateur-délégué jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2018.

L'assemblée générale décide à l'unanimité de révoquer en tant qu'administrateurs les sociétés Kingfisher Services S.A. et Auriga S.A.

Suite à cette révocation, sont nommées en tant qu'administrateurs la société Catony Inc. immatriculée au IBC des British Virgin Islands sous le numéro 461593, avec siège social, Akara Building, 24, De Castro Street, Wickhams Cay I, 3136 Road Town, Tortola, British Virgin Islands, représentée par M. Lex Thielen, né le 21 juillet 1962 à Luxembourg, demeurant professionnellement, 10, rue Willy Goergen, L-1636 Luxembourg et la société Sagamore Group Inc. immatriculée au IBC du Commonwealth of the Bahamas sous le numéro 146509, avec siège social, Suite E-2, Union Court Building, Elizabeth Avenue and Shirley Street, N-8188 Nassau, Bahamas, représentée par M. Lex Thielen, né le 21 juillet 1962 à Luxembourg, demeurant professionnellement, 10, rue Willy Goergen, L-1636 Luxembourg jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2018.

L'assemblée décide à l'unanimité de renouveler le mandat du commissaire aux comptes, à savoir la société Lighthouse Services S.à.r.l. immatriculé au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 69.995, avec siège social, 5, avenue Gaston Diederich, L-1420 Luxembourg, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Transmission Finance Holding S.A.

Référence de publication: 2012038287/26.

(120050901) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

**Treveria F S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 250.000,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 116.249.

*Extrait des résolutions de l'associé unique*

En date du 26 mars 2012, l'associé unique de la Société a accepté la résignation de Monsieur Johan Dejans, de Monsieur Richard Brekelmans et de Madame Marjoleine van Oort en tant que gérants de la Société, et ce avec effet immédiat.

En cette même date, l'associé unique a nommé les personnes suivantes en tant que gérants avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:

- Monsieur Olivier Liegeois, comptable, né le 27 octobre 1976 à Bastogne, Belgique, demeurant professionnellement au 12 rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg.

- Monsieur Luc Gerondal, fiscaliste, né le 23 avril 1976 à Kinshasa, République démocratique du Congo, demeurant au 19 avenue du Bois, L-1251 Luxembourg.

- Madame Sandrine BISARO, juriste, née le 28 juin 1969 à Metz, France, demeurant professionnellement au 12 rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg.

En cette même date, l'associé unique a décidé de transférer le siège social de la Société, de l'ancienne adresse 73, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg à la nouvelle adresse 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg et ce avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mars 2012.

Stijn Curfs

Mandataire

Référence de publication: 2012038289/26.

(120050529) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

**Utah JV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: SEK 148.852,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 141.982.

EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales signé en date du 08 mars 2012 que:

CEREP III SWEDEN S.A R.L., associé de la Société, a contribué à mille quatre cent cinquante-six (1.456) parts sociales détenues dans la Société à:

CERE III U CO-INVEST S.À R.L., associé de la Société, une société immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 141.899 et ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 28 mars 2012.

Référence de publication: 2012038312/17.

(120050645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

---

**Taygeta Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 106.216.

—  
*Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 28 mars 2012*

1. M. Lawrence Michael TEITELBAUM a démissionné de son mandat de gérant A.

2. M. Ryan Patrick LOGGIE, administrateur de sociétés, né à New York (Etats-Unis d'Amérique), le 23 août 1979, demeurant professionnellement à NY 10022 New York (Etats-Unis d'Amérique), 520, Madison Avenue, 35<sup>ème</sup> étage, a été nommé comme gérant A pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 28 mars 2012.

Pour extrait sincère et conforme

Pour TAYGETA INVESTMENTS S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012038299/16.

(120050587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

---

**Worldvest, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 132.939.

—  
EXTRAIT

Le Conseil d'Administration du 6 février 2012 prend note de la démission de M. Jörg Kopp et nomme M. Christian Jeanrond (demeurant professionnellement 3 Boulevard Royal - L - 2449 Luxembourg) en tant qu'administrateur avec effet au 1<sup>er</sup> février 2012 et ce jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires en 2012.

Référence de publication: 2012038345/11.

(120051044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

---

**Treveria G S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 250.000,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 116.356.

—  
*Extrait des résolutions de l'associé unique*

En date du 26 mars 2012, l'associé unique de la Société a accepté la résignation de Monsieur Johan Dejans, de Monsieur Richard Brekelmans et de Madame Marjoleine van Oort en tant que gérants de la Société, et ce avec effet immédiat.

En cette même date, l'associé unique a nommé les personnes suivantes en tant que gérants avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:

- Monsieur Olivier Liegeois, comptable, né le 27 octobre 1976 à Bastogne, Belgique, demeurant professionnellement au 12 rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg.

- Monsieur Luc Gerondal, fiscaliste, né le 23 avril 1976 à Kinshasa, République démocratique du Congo, demeurant au 19 avenue du Bois, L-1251 Luxembourg.

- Madame Sandrine BISARO, juriste, née le 28 juin 1969 à Metz, France, demeurant professionnellement au 12 rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg.

En cette même date, l'associé unique a décidé de transférer le siège social de la Société, de l'ancienne adresse 73, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg à la nouvelle adresse 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg et ce avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mars 2012.

Stijn Curfs  
Mandataire

Référence de publication: 2012038290/26.

(120050528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

---

**Toptrans S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9759 Knaphoscheid, 7, Duerfstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 102.699.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue au siège de la société, extraordinairement en date du 5 mars 2012 à 15.00 heures*

L'assemblée renouvelle pour une période de six ans les mandats de l'administrateur-délégué et des administrateurs suivants:

Monsieur Jean-Claude LIPPERTS, Administrateur, Président et Administrateur délégué, né le 10 juin 1965 à Clervaux (L), demeurant à L – 9759 Knaphoscheid, 7, Duerfstrooss Madame Marcelle SCHMITZ, Administrateur, née le 11 février 1965 à Wiltz (L), demeurant à L – 9759 Knaphoscheid, 7, Duerfstrooss

Madame Marie LIPPERTS-SCHMITZ, Administrateur, née le 1<sup>er</sup> juin 1939 à Eschweiler (L), demeurant à L – 9759 Knaphoscheid, 7, Duerfstrooss Leurs mandats se termineront à l'issue de l'assemblée générale à tenir en 2018.

Le mandat du commissaire aux comptes Guillaume LIPPERTS, né le 4 décembre 1939 à Klimmen (NL), demeurant à L – 9759 Knaphoscheid, 4, Duerfstrooss est également renouvelé jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de l'an 2018.

Pour extrait sincère et conforme  
Un administrateur

Référence de publication: 2012038305/20.

(120050855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

---

**Treveria H S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 250.000,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 116.258.

*Extrait des résolutions de l'associé unique*

En date du 26 mars 2012, l'associé unique de la Société a accepté la résignation de Monsieur Johan Dejans, de Monsieur Richard Brekelmans et de Madame Marjoleine van Oort en tant que gérants de la Société, et ce avec effet immédiat.

En cette même date, l'associé unique a nommé les personnes suivantes en tant que gérants avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:

- Monsieur Olivier Liegeois, comptable, né le 27 octobre 1976 à Bastogne, Belgique, demeurant professionnellement au 12 rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg.

- Monsieur Luc Gerondal, fiscaliste, né le 23 avril 1976 à Kinshasa, République démocratique du Congo, demeurant au 19 avenue du Bois, L-1251 Luxembourg.

- Madame Sandrine BISARO, juriste, née le 28 juin 1969 à Metz, France, demeurant professionnellement au 12 rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg.

En cette même date, l'associé unique a décidé de transférer le siège social de la Société, de l'ancienne adresse 73, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg à la nouvelle adresse 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg et ce avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mars 2012.

Stijn Curfs  
Mandataire

Référence de publication: 2012038291/26.

(120050527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

---

**TQ4 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 127.789.

—  
EXTRAIT

En date du 19 mars 2012, Monsieur Graziani Eliseo, demeurant à Luxembourg a cédé 1 part sociale de la société TQ4 S.à.r.l. à la société Istifid S.p.A. établie et ayant son siège social Viale Jenner, 51,1-20159 Milano.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mars 2012.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2012038307/15.

(120050987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

**TRANSFIN S.A., société de gestion de patrimoine familial, "SPF", Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 21.182.

—  
*Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 15 mars 2012.*

Conformément à l'article 51, al. 6 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales, les administrateurs restants procèdent à la nomination, par voie de cooptation, de Monsieur Jean-Marie LEGENDRE, né le 1<sup>er</sup> février 1946 à Paris (France), domicilié au 56, Boulevard Napoléon I<sup>er</sup>, L - 2210 Luxembourg, au titre d'administrateur en remplacement de Monsieur Norbert SCHMITZ, administrateur démissionnaire.

Cette nomination sera soumise pour ratification à la prochaine assemblée générale.

*Pour la société*

TRANSFIN S.A., Société de gestion patrimoine familial, "SPF"

Référence de publication: 2012038308/16.

(120051259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

**Luxemburg Invest, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1748 Findel, 8, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 167.610.

—  
STATUTEN

Im Jahre zweitausendundzwölf, den fünfzehnten März.

Vor dem unterzeichneten Notar Marc Lecuit, mit Amtssitz in Mersch.

Ist erschienen:

Die Gesellschaft deutschen Rechts „GS&P Institutional Management GmbH“, mit Sitz in D-40212 Düsseldorf, Königsallee 60G, eingetragen im Handelsregister beim Amtsgericht Düsseldorf unter Nummer HRB 34909, vertreten durch seinen alleinigen Geschäftsführer Herrn Wolfgang ZINN, beruflich wohnhaft in D-40212 Düsseldorf, Königsallee 60G, hier vertreten durch Herrn Christian WOLFF, Bankangestellter, beruflich wohnhaft in L-1748 Findel-Golf, 8, rue Lou Hemmer, auf Grund einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt in Düsseldorf, welche gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigelegt bleibt.

Die Erschienenene hat den Notar gebeten, die Satzung einer Gesellschaft wie folgt zu beurkunden:

**Erster Abschnitt - Name, Sitz, Dauer und Gesellschaftszweck**

**Art. 1. Name.** Zwischen den Unterzeichneten und allen, welche Inhaber von nachfolgend ausgegebenen Anteilen werden, besteht eine Aktiengesellschaft (société anonyme) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital ("société d'investissement à capital variable") unter dem Namen "Luxemburg Invest" (die "Gesellschaft").

**Art. 2. Sitz.** Der Gesellschaftssitz befindet sich in Findel-Golf, (Gemeinde Niederanven) Großherzogtum Luxemburg. Zweigstellen, Tochtergesellschaften oder andere Büros können auf Beschluss des Verwaltungsrates innerhalb oder

außerhalb des Großherzogtums Luxemburg errichtet werden (keinesfalls indessen in den Vereinigten Staaten von Amerika, ihren Territorien oder Besitztümern).

Sofern der Verwaltungsrat die Feststellung trifft, dass außergewöhnliche politische oder kriegerische Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz zeitweilig und bis zur völligen Normalisierung der Lage in das Ausland verlagert werden; solche provisorischen Maßnahmen werden auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft keinen Einfluss haben; die Gesellschaft wird eine Luxemburger Gesellschaft bleiben.

**Art. 3. Dauer.** Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

**Art. 4. Gesellschaftszweck.** Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage des Gesellschaftsvermögens in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung und mit dem Ziel, den Anteilhabern die Erträge aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen.

Die Gesellschaft kann jegliche Maßnahme ergreifen und Transaktion ausführen, welche sie für die Erfüllung und Ausführung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet, und zwar im weitesten Sinne entsprechend Teil 1 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen ("Gesetz vom 17. Dezember 2010").

### Zweiter Abschnitt - Gesellschaftsvermögen, Anteile, Anteilwert

**Art. 5. Gesellschaftsvermögen, Anteilklassen.** Das Kapital der Gesellschaft wird durch voll einbezahlte Anteile ohne Nennwert vertreten und wird zu jeder Zeit dem gesamten Netto-Vermögenswert der Gesellschaft gemäß Artikel 11 dieser Satzung entsprechen.

Die Währung des Kapitals der Gesellschaft ist Euro (EUR).

Das Mindestkapital wird sich auf das gesetzliche Mindestkapital, das heißt den Betrag in Höhe von EUR 1.250.000,- belaufen. Das Erstzeichnungskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) eingeteilt in einunddreißig (31) Anteile ohne Nennwert. Das Mindestkapital muss innerhalb von sechs Monaten nach dem Datum, zu welchem die Gesellschaft als Organismus für gemeinsame Anlagen nach Luxemburger Recht zugelassen wurde, erreicht sein.

Die Anteile, welche an der Gesellschaft gemäß Artikel 7 dieser Satzung ausgegeben werden, können auf Beschluss des Verwaltungsrates in Form von mehreren Anteilklassen ausgegeben werden. Das Entgelt für die Ausgabe von Anteilen einer Anteilklasse wird angelegt, im Einklang mit der Anlagepolitik, wie sie vom Verwaltungsrat für die einzelnen Teilfonds (gemäß nachstehender Definition), die für die jeweiligen Anteilklassen errichtet werden, bestimmt wird und unter Berücksichtigung der gesetzlichen oder vom Verwaltungsrat aufgestellten Anlagebeschränkungen, in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten.

Der Verwaltungsrat wird ein Portefeuille von Vermögenswerten einrichten, welches einen Teilfonds ("Teilfonds") im Sinne des Artikels 181 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 darstellt und für eine oder mehrere Anteilklassen in der in Artikel 11 dieser Satzung beschriebenen Art gebildet wird. Im Verhältnis der Anteilhaber untereinander wird jedes Portefeuille ausschließlich zugunsten der jeweiligen Anteilklasse(n) angelegt werden. Im Verhältnis zu Dritten haftet jeder Teilfonds lediglich für solche Verbindlichkeiten, die diesem Teilfonds zuzuordnen sind.

Der Verwaltungsrat kann jeden Teilfonds auf unbestimmte oder auf bestimmte Zeit errichten; in letzterem Falle kann der Verwaltungsrat die Laufzeit des entsprechenden Teilfonds nach Ablauf der ursprünglich vorgesehenen Laufzeit einmal oder mehrere Male verlängern. Nach Ablauf der Laufzeit eines Teilfonds wird die Gesellschaft alle Anteile der entsprechenden Anteilklasse(n) gemäß Artikel 8 dieser Satzung und unbeschadet der Bestimmungen gemäß Artikel 24 dieser Satzung zurücknehmen.

Bei jeder Verlängerung der Laufzeit eines Teilfonds werden die Inhaber von Namensanteilen durch eine Mitteilung an ihre, im Anteilregister der Gesellschaft eingetragene Adresse ordnungsgemäß schriftlich benachrichtigt. Die Gesellschaft wird die Inhaber von Inhaberanteilen durch eine Mitteilung, welche in vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Tageszeitungen veröffentlicht wird, benachrichtigen, sofern diese Anteilhaber und ihre Adressen der Gesellschaft nicht bekannt sind. Die Verkaufsunterlagen für Anteile der Gesellschaft werden die Laufzeit jedes Teilfonds und, so angebracht, seine Verlängerung angeben.

Zur Bestimmung des Gesellschaftsvermögens werden die einer Anteilklasse zuzuordnenden Netto-Vermögenswerte in Euro umgerechnet, soweit sie nicht bereits auf Euro lauten; das Gesellschaftsvermögen entspricht den Netto-Vermögenswerten aller Anteilklassen.

#### **Art. 6. Anteile.**

1. Der Verwaltungsrat wird beschließen, ob die Gesellschaft Inhaber-und/oder Namensanteile ausgibt. Sofern Zertifikate über Inhaberanteile ausgegeben werden, werden sie in der Stückelung ausgegeben, wie dies der Verwaltungsrat bestimmt.

Alle ausgegebenen Namensanteile der Gesellschaft werden in das Anteilregister eingetragen, welches bei der Gesellschaft oder bei einer oder mehreren hierfür von der Gesellschaft bezeichneten Personen geführt wird, und dieses Register wird die Namen jedes Inhabers von Namensanteilen, seinen ständigen oder gewählten Wohnsitz, entsprechend den Angaben gegenüber der Gesellschaft, die Zahl der von ihm gehaltenen Namensanteile und den auf Anteilbruchteile bezahlten Betrag enthalten.



Der Eintrag des Namens des Anteilhabers in das Anteilregister dient als Nachweis der Berechtigung des Anteilhabers an solchen Namensanteilen. Die Gesellschaft wird darüber beschließen, ob ein Zertifikat über einen solchen Eintrag an den Anteilhaber ausgestellt werden soll oder ob der Anteilhaber eine schriftliche Bestätigung über seinen Anteilbesitz erhält.

Sofern Inhaberanteile ausgegeben werden, können, auf Antrag des Anteilhabers, Namensanteile in Inhaberanteile und Inhaberanteile in Namensanteile umgetauscht werden. Ein Umtausch von Namensanteilen in Inhaberanteile erfolgt durch die Ungültigerklärung der -gegebenenfalls über die Namensanteile ausgestellten -Zertifikate nach Bestätigung, dass der Umtausch nicht zugunsten einer Ausgeschlossenen Person erfolgt und durch Ausgabe eines oder mehrerer Inhaberanteilzertifikate, welche die ungültig erklärten Namenszertifikate ersetzen; der Vorgang wird im Anteilregister zum Nachweis dieser Ungültigerklärung eingetragen. Der Umtausch von Inhaberanteilen in Namensanteile erfolgt durch Ungültigerklärung der Anteilzertifikate über die Inhaberanteile und gegebenenfalls durch Ausgabe von Anteilzertifikaten über Namensanteile an deren Stelle; zum Nachweis dieser Ausgabe erfolgt ein Eintrag im Anteilregister. Nach Ermessen des Verwaltungsrates können die Kosten eines solchen Umtauschs dem antragstellenden Anteilhaber belastet werden.

Vor Ausgabe von Inhaberanteilen und vor Umwandlung von Namensanteilen in Inhaberanteile kann die Gesellschaft den Nachweis zur Zufriedenheit des Verwaltungsrates verlangen, dass die Ausgabe oder der Umtausch nicht zur Folge haben, dass derartige Anteile durch eine Ausgeschlossene Person gehalten werden.

Anteilzertifikate werden durch zwei Verwaltungsratsmitglieder unterzeichnet. Die Unterschriften können handschriftlich erfolgen, gedruckt werden oder als Faksimile erstellt werden. Eine dieser Unterschriften kann durch eine hierzu ordnungsgemäß durch den Verwaltungsrat ermächtigte Person geleistet werden; in diesem Fall muss sie handschriftlich erfolgen. Die Gesellschaft kann vorläufige Anteilzertifikate in einer vom Verwaltungsrat zu beschließenden Form ausgeben.

2. Sofern Inhaberanteile ausgegeben werden, erfolgt die Übertragung von Inhaberanteilen durch Übergabe der entsprechenden Anteilzertifikate. Die Übertragung von Namensanteilen erfolgt (i) sofern Anteilzertifikate ausgegeben wurden, durch Übergabe an die Gesellschaft des oder der Zertifikate(s), welche diese Anteile repräsentieren, zusammen mit anderen Unterlagen, welche die Übertragung der Gesellschaft gegenüber in zufriedenstellender Weise nachweisen und (ii) sofern keine Anteilzertifikate ausgegeben wurden, durch eine schriftliche Erklärung der Übertragung, welche in das Anteilregister einzutragen ist und von dem Übertragenden und dem Empfänger oder von entsprechend vertretungsberechtigten Personen datiert und unterzeichnet werden muss. Jede Übertragung von Namensanteilen wird in das Anteilregister eingetragen; diese Eintragung wird durch ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrates oder leitende Angestellte der Gesellschaft oder durch eine oder mehrere sonstige ordnungsgemäß vom Verwaltungsrat hierzu ermächtigte Personen unterzeichnet.

3. Anteilhaber, welche Namensanteile erhalten sollen, müssen der Gesellschaft eine Adresse mitteilen, an welche sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen gerichtet werden können. Diese Adresse wird ebenfalls in das Anteilregister eingetragen.

Sofern ein Anteilhaber keine Adresse angibt, kann die Gesellschaft zulassen, dass ein entsprechender Vermerk in das Anteilregister eingetragen wird und die Adresse des Anteilhabers wird in diesem Falle solange am Sitz der Gesellschaft oder unter einer anderen, von der Gesellschaft einer zu gegebener Zeit einzutragenden Adresse geführt, bis der Anteilhaber der Gesellschaft eine andere Adresse mitteilt. Ein Anteilhaber kann zu jeder Zeit die im Anteilregister eingetragene Adresse durch eine schriftliche Mitteilung an den Sitz der Gesellschaft oder an eine andere Adresse, welche von der Gesellschaft zu gegebener Zeit festgelegt wird, ändern.

4. Sofern ein Anteilhaber zur Zufriedenheit der Gesellschaft nachweisen kann, dass sein Anteilzertifikat abhanden gekommen ist, beschädigt oder zerstört wurde, kann auf Antrag des Anteilhabers ein Duplikat nach den Bedingungen und unter Stellung der Sicherheiten, wie dies von der Gesellschaft festgelegt wird, ausgegeben werden; die Sicherheiten können in einer von einer Versicherungsgesellschaft ausgegebenen Schuldverschreibung bestehen, sind aber auf diese Form der Sicherheit nicht beschränkt. Mit Ausgabe des neuen Anteilzertifikates, welches als Duplikat gekennzeichnet wird, verliert das ursprüngliche Anteilzertifikat, welches durch das neue ersetzt wird, seine Gültigkeit.

Beschädigte Anteilzertifikate können von der Gesellschaft für ungültig erklärt und durch neue Zertifikate ersetzt werden.

Die Gesellschaft kann nach eigenem Ermessen dem Anteilhaber die Kosten für die Erstellung eines Duplikates oder eines neuen Anteilzertifikates sowie sämtliche angemessenen Auslagen, welche von der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausgabe und der Eintragung dieses Zertifikates oder im Zusammenhang mit der Ungültigerklärung des ursprünglichen Anteilzertifikates getragen wurden, dem Anteilhaber auferlegen.

5. Die Gesellschaft erkennt nur einen Berechtigten pro Anteil an. Sofern ein oder mehrere Anteil(e) im gemeinsamen Eigentum mehrerer Personen steht/stehen oder wenn das Eigentum an (einem) Anteil(en) strittig ist, kann die Gesellschaft, nach Ermessen des Verwaltungsrates und unter dessen Verantwortung eine der Personen, welche eine Berechtigung an (einem) solchen Anteil(en) behauptet, als rechtmäßigen Vertreter dieses/dieser Anteile(s) gegenüber der Gesellschaft ansehen.

6. Die Gesellschaft kann beschließen, Anteilbruchteile auszugeben. Solche Anteilbruchteile verleihen kein Stimmrecht, berechtigen jedoch anteilig an dem der entsprechenden Anteilklasse zuzuordnenden Nettovermögen. Im Falle von Inhaberanteilen werden nur Zertifikate über ganze Anteile ausgegeben.

**Art. 7. Ausgabe von Anteilen.** Der Verwaltungsrat ist uneingeschränkt berechtigt, eine unbegrenzte Anzahl voll einbezahlter Anteile zu jeder Zeit auszugeben, ohne den bestehenden Anteilhabern ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Anteile einzuräumen.

Der Verwaltungsrat kann die Häufigkeit der Ausgabe von Anteilen einer Anteilklasse Einschränkungen unterwerfen; er kann insbesondere entscheiden, dass Anteile einer Anteilklasse ausschließlich während einer oder mehrerer Zeichnungsfristen oder sonstiger Fristen gemäß den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft ausgegeben werden.

Immer wenn die Gesellschaft Anteile zur Zeichnung anbietet, so wird der Ausgabepreis solcher Anteile dem Anteilwert der entsprechenden Anteilklasse gemäß Artikel 11 dieser Satzung an einem Bewertungstag (gemäß der Definition in Artikel 12 dieser Satzung) entsprechen, wie dieser im Einklang mit der vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festgelegten Politik bestimmt wird. Dieser Preis kann durch einen geschätzten Prozentsatz von Kosten und Auslagen, welche der Gesellschaft durch die Anlage des Entgelts aus der Ausgabe entstehen, sowie durch eine, vom Verwaltungsrat zu gegebener Zeit gebilligte Verkaufsprovision erhöht werden. Der so bestimmte Preis wird innerhalb einer Frist, welche vom Verwaltungsrat bestimmt wird, zu entrichten sein; diese Frist wird nicht mehr als drei Bankarbeitstage ab dem entsprechenden Bewertungstag betragen.

Der Verwaltungsrat kann jedem seiner Mitglieder, jedem Geschäftsführer, leitenden Angestellten oder sonstigen ordnungsgemäß ermächtigten Vertreter die Befugnis verleihen, Zeichnungsanträge anzunehmen, Zahlungen auf den Preis neu auszugebender Anteile in Empfang zu nehmen und diese Anteile auszuliefern.

Die Gesellschaft kann, im Einklang mit den gesetzlichen Bedingungen des Luxemburger Rechts, welche insbesondere ein Bewertungsgutachten durch den Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft zwingend vorsehen, Anteile gegen Lieferung von Wertpapieren ausgeben, vorausgesetzt, dass solche Wertpapiere mit den Anlagezielen, der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen des jeweiligen Teilfonds im Einklang stehen.

**Art. 8. Rücknahme von Anteilen.** Jeder Anteilhaber kann die Rücknahme aller oder eines Teiles seiner Anteile durch die Gesellschaft nach den Bestimmungen und dem Verfahren, welche vom Verwaltungsrat in den Verkaufsunterlagen für die Anteile festgelegt werden, und innerhalb der vom Gesetz und dieser Satzung vorgesehenen Grenzen verlangen.

Der Rücknahmepreis pro Anteil wird innerhalb einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Frist ausgezahlt, welche fünf Bankarbeitstage ab dem entsprechenden Bewertungstag nicht überschreitet, im Einklang mit den Zielbestimmungen des Verwaltungsrates und vorausgesetzt, dass gegebenenfalls ausgegebene Anteilzertifikate und sonstige Unterlagen zur Übertragung von Anteilen bei der Gesellschaft eingegangen sind, vorbehaltlich der Bestimmungen gemäß Artikel 12 dieser Satzung.

Der Rücknahmepreis entspricht dem Anteilwert der entsprechenden Anteilklasse gemäß Artikel 11 dieser Satzung, abzüglich Kosten und gegebenenfalls Provisionen entsprechend den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen für die Anteile. Der Rücknahmepreis kann auf die nächste Einheit der entsprechenden Währung auf- oder abgerundet werden, gemäß Bestimmung des Verwaltungsrates.

Sofern die Zahl oder der gesamte Netto-Vermögenswert von Anteilen, welche durch einen Anteilhaber in einer Anteilklasse gehalten werden, nach dem Antrag auf Rücknahme unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welche vom Verwaltungsrat festgelegt wurden, kann die Gesellschaft bestimmen, dass dieser Antrag als Antrag auf Rücknahme des gesamten Anteilbesitzes des Anteilhabers in dieser Anteilklasse behandelt wird.

Sofern der Verwaltungsrat dies entsprechend beschließt, soll die Gesellschaft berechtigt sein, den Rücknahmepreis an jeden Anteilhaber, der dem zustimmt, unbar auszuzahlen, indem dem Anteilhaber aus dem Portefeuille der Vermögenswerte, welche der/den entsprechenden Anteilklasse(n) zuzuordnen sind, Vermögensanlagen zu dem jeweiligen Wert (entsprechend der Bestimmungen gemäß Artikel 11) an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem der Rücknahmepreis berechnet wird, entsprechend dem Wert der zurückzunehmenden Anteile zugeteilt werden. Natur und Art der zu übertragenden Vermögenswerte werden in einem solchen Fall auf einer angemessenen und sachlichen Grundlage und ohne Beeinträchtigung der Interessen der anderen Anteilhaber der entsprechenden Anteilklasse(n) bestimmt und die angewandte Bewertung wird durch einen gesonderten Bericht des Wirtschaftsprüfers der Gesellschaft bestätigt. Die Kosten einer solchen Übertragung trägt der Zessionar.

Alle zurückgenommenen Anteile werden entwertet.

**Art. 9. Umtausch von Anteilen.** Jeder Anteilhaber ist berechtigt, den Umtausch aller oder eines Teils seiner Anteile einer Anteilklasse in Anteile einer anderen Anteilklasse zu verlangen. Der Verwaltungsrat kann, unter anderem im Hinblick auf die Häufigkeit, Fristen und Bedingungen des Umtauschs Beschränkungen festlegen und er kann den Umtausch nach seinem Ermessen von der Zahlung von Kosten und Provisionen abhängig machen.

Der Preis für den Umtausch von Anteilen einer Anteilklasse in Anteile einer anderen Anteilklasse wird auf der Grundlage des jeweiligen Anteilwertes der beiden Anteilklassen an demselben Bewertungstag berechnet.

Sofern die Zahl der von einem Anteilhaber in einer Anteilklasse gehaltenen Anteile oder der gesamte Anteilwert der von einem Anteilhaber in einer Anteilklasse gehaltenen Anteile aufgrund eines Umtauschantrages unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welcher vom Verwaltungsrat festgelegt wurde, kann die Gesellschaft entscheiden, dass dieser Antrag als Antrag auf Umtausch der gesamten von einem Anteilhaber in einer solchen Anteilklasse gehaltenen Anteile behandelt wird.

Anteile, welche in Anteile an einer anderen Anteilklasse umgetauscht wurden, werden entwertet.

**Art. 10. Beschränkung des Eigentums an Anteilen.** Die Gesellschaft kann das Eigentum an Anteilen der Gesellschaft seitens einer natürlichen oder juristischen Person oder Gesellschaft entsprechend der vom Verwaltungsrat getroffenen Definition einschränken, sofern dieses Eigentum an Anteilen nach Auffassung der Gesellschaft Luxemburger oder anderes Recht verletzen könnte oder sofern die Gesellschaft als Folge dieses Anteileigentums spezifische steuerliche oder sonstige finanzielle Nachteile tragen müsste (wobei die betreffenden natürlichen oder juristischen Personen oder Gesellschaften vom Verwaltungsrat bestimmt und in dieser Satzung als "Ausgeschlossene Personen" definiert werden).

In diesem Sinne darf die Gesellschaft:

A. die Ausgabe von Anteilen und die Eintragung der Übertragung von Anteilen verweigern, sofern dies das rechtliche oder wirtschaftliche Eigentum einer Ausgeschlossenen Person an diesen Anteilen zur Folge hätte;

und

B. zu jeder Zeit verlangen, dass eine Person, deren Name im Register der Anteilhaber eingetragen ist oder welche die Übertragung von Anteilen zur Eintragung im Register der Anteilhaber wünscht, der Gesellschaft jegliche Information, gegebenenfalls durch eidesstattliche Versicherungen bekräftigt, zugänglich macht, welche die Gesellschaft für notwendig erachtet, um bestimmen zu können, ob das wirtschaftliche Eigentum an den Anteilen eines solchen Anteilhabers bei einer Ausgeschlossenen Person verbleibt oder ob ein solcher Eintrag das wirtschaftliche Eigentum einer Ausgeschlossenen Person an solchen Anteilen zur Folge hätte;

und

C. die Ausübung der Stimmberechtigung durch eine Ausgeschlossene Person auf den Generalversammlungen verweigern;

und

D. einen Anteilhaber anweisen, seine Anteile zu verkaufen und der Gesellschaft diesen Verkauf innerhalb von dreißig (30) Tagen nach der Mitteilung nachzuweisen, sofern die Gesellschaft erfährt, dass eine Ausgeschlossene Person allein oder gemeinsam mit anderen Personen wirtschaftlicher Eigentümer dieser Anteile ist. Sofern der Anteilhaber dieser Anweisung nicht nachkommt, kann die Gesellschaft von einem solchen Anteilhaber alle von diesem Anteilhaber gehaltenen Anteile nach dem nachfolgend beschriebenen Verfahren zwangsweise zurückkaufen oder diesen Rückkauf veranlassen:

(1) Die Gesellschaft übermittelt eine zweite Mitteilung ("Kaufmitteilung") an den Anteilhaber bzw. den Eigentümer der zurückzukaufenden Anteile, entsprechend der Eintragung im Register der Anteilhaber; diese Mitteilung bezeichnet die zurückzukaufenden Anteile, das Verfahren, nach welchem der Rückkaufpreis berechnet wird und den

Namen des Erwerbers.

Eine solche Mitteilung wird an den Anteilhaber per Einschreiben an dessen letzbekannte oder in den Büchern der Gesellschaft vermerkte Adresse versandt. Der vorerwähnte Anteilhaber ist hierbei verpflichtet, der Gesellschaft das Anteilzertifikat bzw. die Anteilzertifikate, welche die Anteile entsprechend der Angabe in der Kaufmitteilung vertreten, auszuliefern.

Unmittelbar nach Geschäftsschluss an dem in der Kaufmitteilung bezeichneten Datum endet das Eigentum des Anteilhabers an den in der Kaufmitteilung bezeichneten Anteilen, und im Falle von Namensanteilen wird der Name des Anteilhabers aus dem Register der Anteilhaber gestrichen, im Falle von Inhaberanteilen werden das Zertifikat bzw. die Zertifikate, welche die Anteile verkörpern, entwertet.

(2) Der Preis, zu welchem jeder derartige Anteil erworben wird ("Kaufpreis"), entspricht einem Betrag auf Grundlage des Anteilwertes pro Anteil der entsprechenden Anteilklasse an einem Bewertungstag wie dieser vom Verwaltungsrat für die Rücknahme von Anteilen an der Gesellschaft zuletzt vor dem Datum der Kaufmitteilung oder unmittelbar nach der Einreichung der (des) Anteilzertifikate(s) über die in dieser Kaufmitteilung aufgeführten Anteile ermittelt wurde, je nachdem, welcher Wert der niedrigere Wert ist, wobei die Ermittlung im Einklang mit den Bestimmungen gemäß Artikel 8 erfolgt, unter Abzug der in der Kaufmitteilung vorgesehenen Bearbeitungsgebühr.

(3) Der Kaufpreis wird dem früheren Eigentümer dieser Anteile in der vom Verwaltungsrat für die Zahlung des Rücknahmepreises von Anteilen der entsprechenden Anteilklasse vorgesehenen Währung zur Verfügung gestellt und von der Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder anderswo (entsprechend den Angaben in der Kaufmitteilung) nach endgültiger Bestimmung des Kaufpreises bei Übergabe des bzw. der Anteilzertifikate(s) entsprechend der Bezeichnung in der Kaufmitteilung und zugehöriger nicht fälliger Ertragsscheine hinterlegt. Nach Übermittlung der Kaufmitteilung und entsprechend dem vorerwähnten Verfahren steht dem früheren Eigentümer kein Anspruch mehr im Zusammenhang mit diesen Anteilen oder einzelnen Anteilen hieraus zu, und der frühere Eigentümer hat auch keinen Anspruch gegen die Gesellschaft oder das Gesellschaftsvermögen im Zusammenhang mit diesen Anteilen, mit Ausnahme des Rechts, den Kaufpreis zinslos nach tatsächlicher Übergabe des bzw. der Anteilzertifikate(s), wie vorerwähnt, von dieser Bank zu erhalten. Alle Erträge aus Rücknahmen, welche einem Anteilhaber nach den Bestimmungen dieses Absatzes zustehen, können nicht mehr eingefordert werden und verfallen zugunsten der jeweiligen Anteilklasse(n), sofern sie nicht innerhalb einer Frist von fünf Jahren nach dem in der Kaufmitteilung angegebenen Datum abgefordert wurden. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, zu gegebener Zeit sämtliche notwendigen Schritte zu unternehmen, um die Rückführung solcher Beträge umzusetzen und entsprechende Maßnahmen mit Wirkung für die Gesellschaft zu genehmigen.

(4) Die Ausübung der Befugnisse durch die Gesellschaft nach diesem Artikel kann in keiner Weise in Frage gestellt oder für ungültig erklärt werden, weil das Eigentum an Anteilen unzureichend nachgewiesen worden sei oder weil das tatsächliche Eigentum an Anteilen nicht den Annahmen der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Kaufmitteilung entsprochen habe, vorausgesetzt, dass die vorgenannten Befugnisse durch die Gesellschaft nach Treu und Glauben ausgeübt wurden. "Ausgeschlossene Person" nach der hier verstandenen Definition erfasst nicht solche Personen, welche im Zusammenhang mit der Errichtung der Gesellschaft Anteile zeichnen für die Dauer ihres Anteilbesitzes und auch nicht Wertpapierhändler, welche im Zusammenhang mit dem Vertrieb Anteile an der Gesellschaft zeichnen.

**Art. 11. Berechnung des Anteilwertes.** Der Anteilwert pro Anteil jeder Anteilklasse wird in der Teilfondswährung (entsprechend der Bestimmung in den Verkaufsunterlagen) berechnet und in der Regel in der Währung der einzelnen Anteilklassen, ausgedrückt. Er wird an jedem Bewertungstag durch Division der Netto-Vermögenswerte der Gesellschaft, das heißt der anteilig einer solchen Anteilklasse zuzuordnenden Vermögenswerte abzüglich der anteilig dieser Anteilklasse zuzuordnenden Verbindlichkeiten an diesem Bewertungstag durch die Zahl der im Umlauf befindlichen Anteile der entsprechenden Anteilklasse, gemäß den nachfolgend beschriebenen Bewertungsregeln, berechnet. Der Anteilwert kann auf die nächste Einheit der jeweiligen Währung entsprechend der Bestimmung durch den Verwaltungsrat auf- oder abgerundet werden. Sofern seit Bestimmung des Anteilwertes wesentliche Veränderungen in der Kursbestimmung auf den Märkten, auf welchen ein wesentlicher Anteil der jeweiligen Anteilklasse zuzuordnenden Vermögensanlagen gehandelt oder notiert wird, erfolgten, kann die Gesellschaft, im Interesse der Anteilinhaber und der Gesellschaft, die erste Bewertung annullieren und eine weitere Bewertung vornehmen.

Die Bewertung des Anteilwertes der verschiedenen Anteilklassen wird wie folgt vorgenommen:

I. Die Vermögenswerte der Gesellschaft beinhalten

- (1) Alle Kassenbestände und Bankguthaben einschließlich hierauf angefallener Zinsen;
- (2) alle fälligen Wechselforderungen und verbrieften Forderungen sowie ausstehende Beträge (einschließlich des Entgelts für verkaufte, aber noch nicht gelieferte Wertpapiere);
- (3) alle verzinslichen Wertpapiere, Einlagenzertifikate, Schuldverschreibungen, Zeichnungsrechte, Wandelanleihen, Optionen und andere Wertpapiere, Finanzinstrumente und ähnliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Gesellschaft stehen oder für sie gehandelt werden (wobei die Gesellschaft im Einklang mit den nachstehend unter (a) beschriebenen Verfahren Anpassungen vornehmen kann, um Marktwertschwankungen der Wertpapiere durch den Handel Ex-Dividende, Ex-Recht oder durch ähnliche Praktiken gerecht zu werden);
- (4) Bar- und sonstige Dividenden und Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft eingefordert werden können, vorausgesetzt, dass die Gesellschaft hiervon in ausreichender Weise in Kenntnis gesetzt wurde;
- (5) angefallene Zinsen auf verzinsliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Gesellschaft stehen, soweit diese nicht im Hauptbetrag des entsprechenden Vermögenswertes einbezogen sind oder von dem Hauptbetrag widergespiegelt werden;
- (6) nicht abgeschriebene Gründungskosten der Gesellschaft, einschließlich der Kosten für die Ausgabe und Auslieferung von Anteilen an der Gesellschaft;
- (7) die sonstigen Vermögenswerte jeder Art und Herkunft einschließlich vorausbezahlter Auslagen.

Die Netto-Fondsvermögen der Teilfonds werden nach folgenden Grundsätzen berechnet:

- a. Die in einem Teilfonds enthaltenen Zielfondsanteile werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet.
- b. Der Wert von Kassenbeständen oder Bankguthaben, Einlagenzertifikaten und ausstehenden Forderungen, vorausbezahlten Auslagen, Bardividenden und erklärten oder aufgelaufenen und noch nicht erhaltenen Zinsen entspricht dem jeweiligen vollen Betrag, es sei denn, dass dieser wahrscheinlich nicht voll bezahlt oder erhalten werden kann, in welchem Falle der Wert unter Einschluss eines angemessenen Abschlages ermittelt wird, um den tatsächlichen Wert zu erhalten.
- c. Der Wert von Vermögenswerten, welche an einer Börse notiert oder gehandelt werden, wird auf der Grundlage des letzten verfügbaren Kurses an der Börse, welche normalerweise der Hauptmarkt dieses Wertpapiers ist, ermittelt. Wenn ein Wertpapier oder sonstiger Vermögenswert an mehreren Börsen notiert ist, ist der letzte Verkaufskurs an jener Börse bzw. an jenem geregelten Markt maßgebend, welcher der Hauptmarkt für diesen Vermögenswert ist.
- d. Der Wert von Vermögenswerten, welche an einem anderen Geregelten Markt (entsprechend der Definition in Abschnitt „4. Anlagepolitik und Anlagegrenzen“, Punkt „G. Allgemeine Richtlinien für die Anlagepolitik“ dieses Verkaufsprospektes) gehandelt werden, wird auf der Grundlage des letzten verfügbaren Preises ermittelt.
- e. Sofern ein Vermögenswert nicht an einer Börse oder auf einem anderen Geregelten Markt notiert oder gehandelt wird oder sofern für Vermögenswerte, welche an einer Börse oder auf einem anderen Markt wie vorerwähnt notiert oder gehandelt werden, die Kurse entsprechend den Regelungen in (c) oder (d) den tatsächlichen Marktwert der entsprechenden Vermögenswerte nicht angemessen widerspiegeln, wird der Wert solcher Vermögenswerte auf der Grundlage des vernünftigerweise vorhersehbaren Verkaufspreises nach einer vorsichtigen Einschätzung ermittelt.
- f. Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, die nicht an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, entspricht dem jeweiligen Nettoliquidationswert, wie er gemäß den Richtlinien des Verwaltungsrates auf einer konsistent für alle verschiedenen Arten von Verträgen angewandten Grundlage festgestellt wird. Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, welche an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt

werden, wird auf der Grundlage der letzten verfügbaren Abwicklungspreise solcher Verträge an den Börsen oder organisierten Märkten, auf welchen diese Futures, Forwards oder Optionen vom Fonds gehandelt werden, berechnet; sofern ein Future, ein Forward oder eine Option an einem Tag, für welchen der Nettovermögenswert bestimmt wird, nicht liquidiert werden kann, wird die Bewertungsgrundlage für einen solchen Vertrag vom Verwaltungsrat in angemessener und vernünftiger Weise bestimmt. Swaps werden zu ihrem, unter Bezug auf die anwendbare Zinsentwicklung, bestimmten Marktwert bewertet.

g. Der Wert von Geldmarktinstrumenten, die nicht an einer Börse notiert oder auf einem anderen Geregelten Markt gehandelt werden und eine Restlaufzeit von weniger als 12 Monaten und mehr als 90 Tagen aufweisen, entspricht dem jeweiligen Nennwert zuzüglich hierauf aufgelaufener Zinsen. Geldmarktinstrumente mit einer Restlaufzeit von höchstens 90 Tagen werden auf der Grundlage der Amortisierungskosten, wodurch dem ungefähren Marktwert entsprochen wird, ermittelt.

h. Sämtliche sonstigen Wertpapiere oder sonstigen Vermögenswerte werden zu ihrem angemessenen Marktwert bewertet, wie dieser nach Treu und Glauben und entsprechend dem der Gesellschaft auszustellenden Verfahren zu bestimmen ist.

Alle auf eine andere Währung als die betreffende Teilfondswährung lautenden Vermögenswerte werden zum letzten verfügbaren Devisenmittelkurs in die betreffende Teilfondswährung umgerechnet.

Der Verwaltungsrat kann nach eigenem Ermessen andere Bewertungsmethoden zulassen, wenn er dieses im Interesse einer angemesseneren Bewertung eines Vermögenswertes der Gesellschaft für angebracht hält.

Falls außergewöhnliche Umstände eintreten, welche die Bewertung gemäß den oben aufgeführten Kriterien unmöglich oder unsachgerecht machen, ist die Gesellschaft ermächtigt, andere von ihr nach Treu und Glauben festgelegte, allgemein anerkannte und von Wirtschaftsprüfern nachprüfbare Bewertungsregeln zu befolgen, um eine sachgerechte Bewertung des Fondsvermögens zu erreichen.

Die Gesellschaft kann bei umfangreichen Rücknahmeanträgen, die nicht aus den liquiden Mitteln und zulässigen Kreditaufnahmen des Fonds befriedigt werden können, den Inventarwert bestimmen, indem sie dabei die Kurse des Bewertungstages zugrunde legt, an dem sie für den Fonds die Wertpapiere verkaufte, die je nach Lage verkauft werden mussten. In diesem Falle wird für gleichzeitig eingereichte Zeichnungs- und Rücknahmeanträge dieselbe Berechnungsweise angewandt.

#### II. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhalten:

- (1) alle Kredite, Wechselverbindlichkeiten und fälligen Forderungen;
- (2) alle angefallenen Zinsen auf Kredite der Gesellschaft (einschließlich Bereitstellungskosten für Kredite);
- (3) alle angefallenen oder zahlbaren Kosten (einschließlich, ohne hierauf beschränkt zu sein, Verwaltungskosten, Managementkosten, Gründungskosten, Depotbankgebühren und Kosten für Vertreter der Gesellschaft);
- (4) alle bekannten, gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten (einschließlich fälliger vertraglicher Verbindlichkeiten auf Geldzahlungen oder Güterübertragungen, einschließlich weiterhin des Betrages nicht bezahlter, aber erklärter Ausschüttungen der Gesellschaft);
- (5) angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuerzahlungen auf der Grundlage von Kapital und Einkünften am Bewertungstag oder -zeitpunkt entsprechend der Bestimmung durch die Gesellschaft sowie sonstige eventuelle Rückstellungen, welche vom Verwaltungsrat genehmigt und gebilligt werden, sowie sonstige eventuelle Beträge, welche der Verwaltungsrat im Zusammenhang mit drohenden Verbindlichkeiten der Gesellschaft für angemessen hält;
- (6) sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft, gleich welcher Art und Herkunft, welche unter Berücksichtigung allgemein anerkannter Grundsätze der Buchführung dargestellt werden. Bei der Bestimmung des Betrages solcher Verbindlichkeiten wird die Gesellschaft sämtliche von der Gesellschaft zu zahlenden Kosten berücksichtigen, einschließlich Gründungskosten, Gebühren an Fondsmanager und Anlageberater, Gebühren für die Buchführung, Gebühren an die Depotbank und ihre Korrespondenzbanken sowie an die Domizil-, Register- und Transferstelle, Gebühr für die Verwaltungsgesellschaft, Gebühren an die zuständige Stelle für die Börsennotiz, Gebühren an Zahlstellen und Vertriebsstellen sowie sonstige ständige Vertreter im Zusammenhang mit der Registrierung der Gesellschaft, Gebühren für sämtliche sonstigen von der Gesellschaft beauftragten Vertreter, Vergütungen für die Verwaltungsratsmitglieder sowie deren angemessene Spesen, Versicherungsprämien, Reisekosten im Zusammenhang mit den Verwaltungsratssitzungen, Gebühren und Kosten für Rechtsberatung und Wirtschaftsprüfung, Gebühren im Zusammenhang mit der Registrierung und der Aufrechterhaltung dieser Registrierung der Gesellschaft bei Regierungsstellen oder Börsen innerhalb oder außerhalb des Großherzogtums Luxemburg, Berichtskosten, Veröffentlichungskosten, einschließlich der Kosten für die Vorbereitung, den Druck, die Ankündigung und die Verteilung von Verkaufsprospekten, Werbeschriften, periodischen Berichten oder Aussagen im Zusammenhang mit der Registrierung, die Kosten sämtlicher Berichte an die Anteilhaber, Steuern, Gebühren, öffentliche oder ähnliche Lasten, sämtliche sonstigen Kosten im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit, einschließlich der Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Zinsen, Bank- und Brokergebühren, Kosten für Post, Telefon und Telex. Die Gesellschaft kann Verwaltungs- und andere Ausgaben regelmäßiger oder wiederkehrender Natur auf Schätzbasis periodengerecht jährlich oder für andere Zeitabschnitte berechnen.

#### III. Die Vermögenswerte sollen wie folgt zugeordnet werden:



a) Sofern mehrere Anteilklassen an einem Teilfonds ausgegeben sind, werden die diesen Anteilklassen zuzuordnenden Vermögenswerte gemeinsam entsprechend der spezifischen Anlagepolitik des betreffenden Teilfonds angelegt, wobei der Verwaltungsrat innerhalb eines Teilfonds Anteilklassen definieren kann, um (i) einer bestimmten Ausschüttungspolitik, die nach Berechtigung oder Nichtberechtigung zur Ausschüttung unterscheidet und/oder (ii) einer bestimmten Gestaltung von Verkaufs- und Rücknahmeprovision und/oder (iii) einer bestimmten Gebührenstruktur im Hinblick auf die Verwaltung oder Anlageberatung und/oder (iv) einer bestimmten Zuordnung von Dienstleistungsgebühren für die Ausschüttung, Dienstleistungen für Anteilinhaber oder sonstiger Gebühren und/oder (v) unterschiedlichen Währungen oder Währungseinheiten, auf welche die jeweilige Anteilklasse lauten soll und welche unter Bezugnahme auf den Wechselkurs im Verhältnis zur Fondswährung des jeweiligen Teilfonds gerechnet werden, und/oder (vi) der Verwendung unterschiedlicher Sicherungstechniken, um Vermögenswerte und Erträge, welche auf die Währung der jeweiligen Anteilklasse lauten, gegen langfristige Schwankungen gegenüber der Fondswährung des jeweiligen Teilfonds abzusichern und/oder (vii) sonstigen Charakteristika, wie sie von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen festgelegt werden, zu entsprechen;

b) Die Erträge aus der Ausgabe von Anteilen einer Anteilklasse werden in den Büchern der Gesellschaft der Anteilklasse beziehungsweise den Anteilklassen zugeordnet, welche an dem jeweiligen Teilfonds ausgegeben sind und der betreffende Betrag soll den Anteil der Netto-Vermögenswerte des betreffenden Teilfonds, welche der auszugebenden Anteilklasse zuzuordnen sind, erhöhen;

c) Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Erträge und Aufwendungen, welche einem Teilfonds zuzuordnen sind, werden der (den) an diesem Teilfonds ausgegebenen Anteilklasse(n), vorbehaltlich vorstehend a) zugeordnet;

d) Sofern ein Vermögenswert von einem anderen Vermögenswert abgeleitet ist, wird dieser abgeleitete Vermögenswert in den Büchern der Gesellschaft derselben Anteilklasse beziehungsweise denselben Anteilklassen zugeordnet, wie der Vermögenswert, von welchem die Ableitung erfolgte und bei jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird der Wertzuwachs beziehungsweise die Wertverminderung der oder den entsprechenden Anteilklasse(n) in Anrechnung gebracht;

e) Sofern ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einer bestimmten Anteilklasse zugeordnet werden kann, so wird dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit allen Anteilklassen pro rata im Verhältnis zu ihrem jeweiligen Anteilwert oder in einer anderen Art und Weise, wie sie der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festlegt, zugeordnet, wobei (i) dann, wenn Vermögenswerte für Rechnung mehrerer Teilfonds in einem Konto gehalten oder als separates Pool von Vermögenswerten durch einen hierzu beauftragten Vertreter des Verwaltungsrates gemeinschaftlich verwaltet werden, die entsprechende Berechtigung jeder Anteilklasse anteilig ihrer Einlage in dem betreffenden Konto oder Pool entsprechen wird und (ii) diese Berechtigung sich, wie im Einzelnen in den Verkaufsunterlagen zu den Anteilen an der Gesellschaft beschrieben, entsprechend den für Rechnung der Anteile erfolgenden Einlagen und Rücknahmen verändern wird sowie schließlich (iii) jeder Teilfonds lediglich für solche Verbindlichkeiten haftet, welche diesem Teilfonds zuzuordnen sind, sofern mit einzelnen Gläubigern keine anderweitige Vereinbarung getroffen wurde;

(f) nach Zahlung von Ausschüttungen an die Anteilinhaber einer Anteilklasse wird der Nettovermögenswert dieser Anteilklasse um den Betrag der Ausschüttungen vermindert.

Sämtliche Bewertungsregeln und -beschlüsse sind im Einklang mit allgemein anerkannten Regeln der Buchführung zu treffen und auszulegen.

Vorbehaltlich Böswilligkeit, grober Fahrlässigkeit oder offenkundigen Irrtums ist jede Entscheidung im Zusammenhang mit der Berechnung des Anteilwertes, welcher vom Verwaltungsrat oder von einer Bank, Gesellschaft oder sonstigen Stelle, die der Verwaltungsrat mit der Berechnung des Anteilwertes beauftragt getroffen wird, endgültig und für die Gesellschaft, gegenwärtige, ehemalige und zukünftige Anteilinhaber bindend.

IV. Im Zusammenhang mit den Regeln dieses Artikels gelten die folgenden Bestimmungen:

1. Zur Rücknahme ausstehende Anteile der Gesellschaft gemäß Artikel 8 dieser Satzung werden als bestehende Anteile behandelt und bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt, welcher von dem Verwaltungsrat an dem entsprechenden Bewertungstag, an welchem die jeweilige Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, berücksichtigt. Von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung des Rücknahmepreises durch die Gesellschaft besteht eine entsprechende Verbindlichkeit der Gesellschaft;

2. auszugebende Anteile werden ab dem Zeitpunkt, welcher vom Verwaltungsrat an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem die Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, als ausgegebene Anteile behandelt. Von diesem Zeitpunkt an bis zum Erhalt des Ausgabepreises durch die Gesellschaft besteht eine Forderung zugunsten der Gesellschaft;

3. alle Vermögensanlagen, Kassenbestände und sonstigen Vermögenswerte, welche in anderen Währungen als der Währung der jeweiligen Teilfonds ausgedrückt sind, werden zu den am Tag und zu dem Zeitpunkt der Anteilwertberechnung geltenden Devisenkursen bewertet;

4. sofern an einem Bewertungstag die Gesellschaft sich verpflichtet hat,

- einen Vermögenswert zu erwerben, so wird der zu bezahlende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen und der zu erwerbende Vermögenswert wird in der Bilanz der Gesellschaft als Vermögenswert der Gesellschaft verzeichnet;



- einen Vermögenswert zu veräußern, so wird der zu erhaltende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Forderung der Gesellschaft ausgewiesen und der zu veräußernde Vermögenswert wird nicht in den Vermögenswerten der Gesellschaft aufgeführt;

wobei dann, wenn der genaue Wert oder die Art des Gegenwertes oder Vermögenswertes an dem entsprechenden Bewertungstag nicht bekannt ist, dieser Wert von der Gesellschaft geschätzt wird.

**Art. 12. Häufigkeit und zeitweilige Aussetzung der Anteilwertberechnung, der Ausgabe, der Rücknahme und des Umtauschs von Anteilen.** Im Hinblick auf jede Anteilklasse werden der Anteilwert sowie der Preis für die Ausgabe, die Rücknahme und den Umtausch von Anteilen von der Gesellschaft oder einer hierzu von der Gesellschaft beauftragten Stelle regelmäßig, mindestens jedoch zweimal pro Monat in einem, vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Rhythmus berechnet, wobei der Tag, zu welchem diese Berechnung vorgenommen wird, als "Bewertungstag" bezeichnet wird.

Die Gesellschaft kann die Bestimmung des Anteilwertes einer bestimmten Anteilklasse sowie die Ausgabe und Rücknahme von Anteilen oder den Umtausch zwischen verschiedenen Anteilklassen einstellen:

a) während der Zeit, in welcher eine Wertpapierbörse oder ein anderer geregelter Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, wo ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte der Gesellschaft, welche dieser Anteilklasse zuzuordnen sind, notiert ist oder gehandelt wird, geschlossen ist (außer an gewöhnlichen Wochenenden oder Feiertagen) oder der Handel an dieser Wertpapierbörse bzw. diesem Markt ausgesetzt oder eingeschränkt wurde;

b) in den Fällen wo die Berechnung von Fondsanteilen, in die das jeweilige Teilfondsvermögen angelegt ist, ausgesetzt wurde und keine aktuelle Bewertung der Fondsanteile zur Verfügung steht;

c) in Notlagen, wenn die Gesellschaft über Vermögenswerte der Gesellschaft, welche dieser Anteilklasse zuzuordnen sind, nicht verfügen kann, oder es für dieselbe unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren, oder die Berechnung des Anteilwertes ordnungsgemäß durchzuführen;

d) wenn aufgrund des beschränkten Anlagehorizonts einer Anteilklasse die Verfügbarkeit erwerbbarer Vermögenswerte am Markt oder die Veräußerungsmöglichkeit von Vermögensgegenständen, welche dieser Anteilklasse zuzuordnen sind, eingeschränkt ist.

Jegliche Aussetzung in den vorgenannten Fällen wird von der Gesellschaft, sofern erforderlich, veröffentlicht und darüber hinaus den Anteilinhabern mitgeteilt, welche einen Antrag auf Zeichnung, Rücknahme oder Umtausch von Anteilen, für welche die Anteilwertberechnung ausgesetzt wird, gestellt haben.

Eine solche Aussetzung im Zusammenhang mit einer Anteilklasse wird keine Auswirkung auf die Berechnung des Anteilwertes, die Ausgabe, Rücknahme oder den Umtausch von Anteilen einer anderen Anteilklasse haben.

Jeder Antrag für die Zeichnung, Rücknahme oder den Umtausch ist unwiderruflich, außer in den Fällen einer Aussetzung der Berechnung des Anteilwertes.

### Dritter Abschnitt - Verwaltung und Aufsicht

**Art. 13. Verwaltungsrat.** Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, welche nicht Anteilhaber an der Gesellschaft sein müssen. Die Verwaltungsratsmitglieder werden für eine Frist von höchstens sechs Jahren gewählt. Der Verwaltungsrat wird von den Anteilhabern anlässlich der Generalversammlung gewählt; die Generalversammlung beschließt außerdem die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Vergütung und die Dauer ihrer Amtszeit.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteile gewählt.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann jederzeit und ohne Angabe von Gründen durch einen Beschluss der Generalversammlung abberufen oder ersetzt werden.

Bei Ausfall eines amtierenden Verwaltungsratsmitgliedes werden die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates die fehlende Stelle zeitweilig ausfüllen; die Anteilhaber werden bei der nächsten Generalversammlung eine endgültige Entscheidung über die Ernennung treffen.

**Art. 14. Verwaltungsratssitzung.** Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden bestimmen. Er kann einen Sekretär bestimmen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Generalversammlungen erstellt und verwahrt. Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort zusammen.

Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und die Generalversammlungen. In seiner Abwesenheit können die Anteilhaber oder die Mitglieder des Verwaltungsrates ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates oder im Falle der Generalversammlung, eine andere Person mit der Leitung beauftragen.

Der Verwaltungsrat kann eine Verwaltungsgesellschaft für die Ausführung der Geschäftsführung und Leitung der Gesellschaft ernennen. Diese Ernennung kann jederzeit vom Verwaltungsrat rückgängig gemacht werden. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch die Satzung hat die Verwaltungsgesellschaft die Rechte und Pflichten, welche ihr vom Verwaltungsrat übertragen wurden. Zu den Aufgaben der Verwaltungsgesellschaft gehören die Anlageverwaltung, administrative Tätigkeiten sowie der Vertrieb. Die Verwaltungsgesellschaft kann diese Aufgaben ganz oder teilweise weiter delegieren.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden zu jeder Verwaltungsratssitzung wenigstens vierundzwanzig Stunden vor dem entsprechenden Datum schriftlich eingeladen, außer in Notfällen, in welchen Fällen die Art des Notfalls in der Einladung vermerkt wird. Auf diese Einladung kann übereinstimmend schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder andere, ähnliche Kommunikationsmittel verzichtet werden. Eine eigene Einladung ist nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten lassen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten. Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung einander hören können, teilnehmen und diese Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung gleich.

Der Verwaltungsrat kann nur auf ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch Einzelunterschriften verpflichten, außer im Falle einer ausdrücklichen entsprechenden Ermächtigung durch einen Verwaltungsratsbeschluss.

Der Verwaltungsrat kann nur dann gültige Beschlüsse fassen oder Handlungen vornehmen, wenn wenigstens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder oder ein anderes vom Verwaltungsrat festgelegtes Quorum anwesend oder vertreten sind.

Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert und die Protokolle werden vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung unterzeichnet. Auszüge aus diesen Protokollen, welche zu Beweis Zwecken in gerichtlichen oder sonstigen Verfahren erstellt werden, sind vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig zu unterzeichnen. Beschlüsse werden mit Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit fällt dem Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung das entscheidende Stimmrecht zu.

Schriftliche Beschlüsse im Umlaufverfahren, welche von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates gebilligt und unterzeichnet sind, stehen Beschlüssen auf Verwaltungsratssitzungen gleich; jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann solche Beschlüsse schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel billigen. Diese Billigung wird schriftlich zu bestätigen sein und die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll zum Nachweis der Beschlussfassung.

**Art. 15. Befugnisse des Verwaltungsrates.** Der Verwaltungsrat verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der Anlagepolitik gemäß Artikel 18 dieser Satzung vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich gesetzlich oder durch diese Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat getroffen werden.

**Art. 16. Zeichnungsbefugnis.** Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinschaftliche Unterschrift zweier Mitglieder des Verwaltungsrates oder durch die gemeinschaftliche oder einzelne Unterschrift von Personen, welche hierzu vom Verwaltungsrat ermächtigt wurden, verpflichtet.

**Art. 17. Übertragung von Befugnissen.** Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse im Zusammenhang mit der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft (einschließlich der Berechtigung, als Zeichnungsberechtigter für die Gesellschaft zu handeln) und seine Befugnisse zur Ausführung von Handlungen im Rahmen der Geschäftspolitik und des Gesellschaftszweckes an eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, wobei diese Personen nicht Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen und die Befugnisse haben, welche vom Verwaltungsrat bestimmt werden und diese Befugnisse, vorbehaltlich der Genehmigung des Verwaltungsrates, weiter delegieren können.

Die Gesellschaft kann eine Verwaltungsgesellschaft in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 benennen. Die Verwaltungsgesellschaft kann, wie im Einzelnen in den Verkaufsunterlagen zu den Anteilen an der Gesellschaft beschrieben, einen Fondsmanagementvertrag mit einer anderen Gesellschaft ("Fondsmanager") abschließen, welche im Hinblick auf die Anlagepolitik der Gesellschaft gemäß Artikel 18 dieser Satzung der Verwaltungsgesellschaft für die Gesellschaft Empfehlungen geben und diese beraten soll und welche, im Rahmen der täglichen Anlagepolitik und unter der Verantwortung und Kontrolle der Verwaltungsgesellschaft, gemäß den Bestimmungen einer schriftlich zu treffenden Vereinbarung, Entscheidungen zum Erwerb und zur Veräußerung von Wertpapieren und anderen Vermögenswerten der Gesellschaft treffen kann.

Die Verwaltungsgesellschaft kann auch Einzelvollmachten durch notarielle oder privatschriftliche Urkunde übertragen.

**Art. 18. Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen.** Der Verwaltungsrat kann, unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Risikostreuung, (i) die Anlagepolitik für jeden Teilfonds, (ii) die Sicherungsstrategien für bestimmte Anteilklassen innerhalb eines Teilfonds und (iii) die Grundsätze, welche im Rahmen der Verwaltung und der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft Anwendung finden sollen, jeweils innerhalb der vom Verwaltungsrat festgelegten Anlagebeschränkungen und im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen und aufsichtsrechtlichen Bestimmungen festlegen.

Ein Mitgliedstaat im Sinne des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 innerhalb dieser Anlagebeschränkungen und Anlagepolitik ist definiert als ein Mitgliedstaat der Europäischen Union. Den Mitgliedstaaten der europäischen Union sind die

Teilnehmerstaaten des Abkommens über den europäischen Wirtschaftsraum, die nicht Mitgliedstaaten der Europäischen Union sind, in den durch dieses Abkommen und die zugehörigen Urkunden definierten Grenzen gleichgestellt.

Innerhalb dieser Anlagebeschränkungen kann der Verwaltungsrat die Anlage in folgenden Vermögenswerten beschließen:

(i) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG des europäischen Parlaments und des Rates vom 21. April 2004 über Märkte für Finanzinstrumente, welche an einer Börse amtlich notiert oder auf einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist ("Gezogelter Markt") innerhalb eines Mitgliedstaates der Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung ("OECD") amtlich notiert oder gehandelt werden.

(ii) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, welche an einer Börse oder auf einem sonstigen Geregelten Markt innerhalb West-oder Osteuropas, Asiens, Ozeaniens, Nord-oder Südamerikas oder Afrikas amtlich notiert oder gehandelt werden;

(iii) Neuemissionen, vorausgesetzt, dass die Emissionsbedingungen vorsehen, dass die Zulassung zur amtlichen Notiz an einer Börse oder auf einem Geregelten Markt innerhalb West-oder Osteuropas, Asiens, Ozeanien, Nord-oder Südamerikas oder Afrikas beantragt und innerhalb eines Jahres nach Emission erreicht wird;

(iv) unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Risikostreuung können bis zu 100% des Nettovermögens eines Teilfonds in Wertpapieren angelegt werden, welche von einem Mitgliedstaat, dessen Gebietskörperschaften, von einem anderen Mitgliedstaat der OECD, der G20 Staaten oder von einer internationalen öffentlich-rechtlichen Institution, welche einem oder mehreren Mitgliedstaaten angehören, sowie Singapur, begeben oder garantiert werden, vorausgesetzt, dass in diesem Fall die Gesellschaft für den Teilfonds, welcher für die entsprechende Anteilklasse bzw. die entsprechenden Anteilklassen aufgelegt wurde, Wertpapiere aus wenigstens sechs verschiedenen Emissionen halten muss und dass ferner die Wertpapiere aus einer Emission nicht mehr als 30% des Nettovermögens dieses Teilfonds repräsentieren dürfen;

(v) Aktien oder Anteile eines anderen Organismus für gemeinsame Anlagen ("OGA") und/oder sonstigen Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren („OGAW“) und dass dann, wenn er mit der Gesellschaft durch gemeinsame Verwaltung oder Kontrolle oder durch eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, die Anlage in den Aktien oder Anteilen eines solchen OGA nur dann zulässig ist, wenn keine Gebühren oder Kosten im Zusammenhang mit diesem Erwerb anfallen; Bei dem Erwerb von Anteilen an Zielfonds, welche nicht durch gemeinsame Verwaltung oder Kontrolle oder durch eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, kann es zu der Erhebung einer Verwaltungsvergütung auf der Ebene dieses Zielfonds von max. 2 % p.a. kommen. Eine eventuell anfallende Outperformance-Fee bleibt hiervon jedoch unberücksichtigt.

(vi) andere Wertpapiere, Finanzinstrumente oder sonstige Vermögenswerte innerhalb der vom Verwaltungsrat unter Berücksichtigung der anwendbaren Gesetze und Verordnungen festgesetzten Anlagebeschränkungen.

Der Verwaltungsrat kann, im wohlverstandenen Interesse der Gesellschaft und in der Weise, wie in den Verkaufsunterlagen der Anteile der Gesellschaft beschrieben, beschließen, dass (i) alle oder ein Teil der Vermögenswerte der Gesellschaft oder eines Teilfonds auf gesonderter Grundlage gemeinsam mit anderen Vermögenswerten anderer Anleger, einschließlich anderer Organismen für gemeinsame Anlagen und/oder ihrer Teilfonds verwaltet werden oder (ii) dass alle oder ein Teil der Vermögenswerte zweier oder mehrerer Teilfonds auf gesonderter Grundlage oder im Pool gemeinsam verwaltet werden.

Die Gesellschaft ist ermächtigt (i) Techniken und Instrumente (Derivate), welche Wertpapiere zum Gegenstand haben, zu verwenden, wobei solche Techniken und Instrumente im Zusammenhang mit der effizienten Verwaltung des Vermögens angewandt werden müssen und (ii) Techniken und Instrumente zur Absicherung gegen Devisenkursrisiken im Zusammenhang mit der Verwaltung ihrer Vermögenswerte und Verbindlichkeiten zu verwenden.

(vii) Abweichend von der Regelung, dass ein Teilfonds bis zu 10 % seines Nettovermögens in anderen Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten entsprechend der Anlagegrenzen anlegen kann, ist die Gesellschaft berechtigt, Master-Feeder-OGAW zu handeln, soweit dies in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 steht und unter der Bedingung, dass eine solche Kombination entsprechend der Anlagepolitik für einen Teilfonds, wie im Verkaufsprospekt der Gesellschaft veröffentlicht wurde, gestattet ist.

(viii) Ein Teilfonds der Gesellschaft kann, vorbehaltlich der Bedingungen, des Verkaufsprospektes der Gesellschaft und der Anforderungen des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 Wertpapiere zeichnen, erwerben und/oder halten, die von einem oder mehreren Teilfonds der Gesellschaft ausgegeben werden. Dies gilt jedoch nur unter der Bedingung, dass:

- der Zielteilfonds investiert selbst nicht in den Teilfonds, der in diesen Zielteilfonds angelegt wird;
- die Zielteilfonds, deren Anteile erworben werden sollen, dürfen nach ihren Vertragsbedingungen oder Gründungsunterlagen insgesamt höchstens 10 % ihres Sondervermögens in Anteilen anderer Zielteilfonds desselben OGA anlegen;
- das eventuell mit den betroffenen Titeln verbundene Stimmrecht wird so lange ausgesetzt, wie sie von dem fraglichen Teilfonds gehalten werden, unbeschadet einer angemessenen Behandlung in der Buchführung und den periodischen Berichten;
- solange diese Titel von dem OGA gehalten werden, wird ihr Wert in jedem Fall nicht für die Berechnung des Nettovermögens des OGA zur Prüfung der gesetzlich vorgeschriebenen Mindestgrenze des Nettovermögens berücksichtigt;

es liegt keine Verdoppelung der Verwaltungs-, Zeichnungs- oder Rücknahmegebühren auf Ebene des Teilfonds des OGA, der in den Zielteilfonds investiert hat, und diesen Zielteilfonds vor.

**Art. 19. Interessenkonflikt.** Verträge und sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Unternehmung werden nicht dadurch beeinträchtigt oder deshalb ungültig, weil ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Angestellte der Gesellschaft an dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung ein persönliches Interesse haben oder dort Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, leitender oder sonstiger Angestellter sind. Jedes Verwaltungsratsmitglied und jeder leitende Angestellte der Gesellschaft, welche als Verwaltungsratsmitglied, leitender Angestellter oder einfacher Angestellter in einer Gesellschaft oder Unternehmung, mit welcher die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäftsbeziehungen eingeht, wird durch diese Verbindung mit dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung nicht daran gehindert, im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder einer solchen Geschäftsbeziehung zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

Sofern ein Verwaltungsratsmitglied oder ein leitender Angestellter der Gesellschaft im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegengesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied oder dieser leitende Angestellter dem Verwaltungsrat dieses entgegengesetzte persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen und dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds oder leitenden Angestellten der nächstfolgenden Generalversammlung berichtet.

"Entgegengesetztes Interesse" entsprechend der vorstehenden Bestimmungen bedeutet nicht eine Verbindung mit einer Angelegenheit, Stellung oder einem Geschäftsvorfall, welcher eine bestimmte Person, Gesellschaft oder Unternehmung umfasst, welche gelegentlich vom Verwaltungsrat nach dessen Ermessen bezeichnet werden.

**Art. 20. Vergütung des Verwaltungsrates.** Die Vergütungen für Verwaltungsratsmitglieder werden von der Gesellschafterversammlung festgelegt. Sie umfassen auch Auslagen und sonstige Kosten, welche den Verwaltungsratsmitgliedern in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschließlich eventueller Kosten für Rechtsverfolgungsmaßnahmen, es sei denn, solche seien veranlasst durch vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds.

**Art. 21. Wirtschaftsprüfer.** Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprise agréé) geprüft, welcher von der Generalversammlung ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird.

Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne des Gesetzes vom 17. Dezember 2010.

#### Vierter Abschnitt - Generalversammlung - Rechnungsjahr - Ausschüttungen

**Art. 22. Generalversammlung.** Die Generalversammlung repräsentiert die Gesamtheit der Anteilhaber der Gesellschaft. Ihre Beschlüsse binden alle Anteilhaber unabhängig von den Anteilklassen, welche von ihnen gehalten werden. Sie hat die umfassende Befugnis, Handlungen im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Die Generalversammlung tritt auf Einladung des Verwaltungsrates zusammen.

Sie kann auch auf Antrag von Anteilhabern, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, zusammentreten.

Die jährliche Generalversammlung wird im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts in Luxemburg an einem in der Einladung angegebenen Ort abgehalten.

Sie wird grundsätzlich am zweiten Freitag im Oktober um 11.00 Uhr abgehalten. Sollte dieser Tag kein Bankarbeitstag sein, wird die Generalversammlung am nächsten Bankarbeitstag abgehalten.

Wenn einer dieser Tage ein gesetzlicher Feiertag oder Bankfeiertag in Luxemburg ist, wird die jährliche Generalversammlung am nächstfolgenden Werktag abgehalten.

Andere Generalversammlungen können an solchen Orten und zu solchen Zeiten abgehalten werden, wie dies in der entsprechenden Einladung angegeben wird.

Die Anteilhaber treten auf Einladung des Verwaltungsrates, welche die Tagesordnung enthält und wenigstens acht Tage vor der Generalversammlung an jeden Inhaber von Namensanteilen an dessen in dem Anteilregister eingetragene Adresse versandt werden muss, zusammen. Die Mitteilung an die Inhaber von Namensanteilen muss auf der Versammlung nicht nachgewiesen werden. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in welchen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Anteilhaber zusammentritt, in welchem Falle der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten kann.

Sofern Inhaberanteile ausgegeben wurden, wird die Einladung zu der Versammlung zusätzlich entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen im Memorial "Recueil des Sociétés et Associations", in einer oder mehreren Luxemburger Zeitungen und in anderen Zeitungen entsprechend der Bestimmung des Verwaltungsrates veröffentlicht.

Wenn sämtliche Anteile als Namensanteile ausgegeben werden und wenn keine Veröffentlichungen erfolgen, kann die Einladung an die Anteilhaber ausschließlich per Einschreiben erfolgen.

Sofern sämtliche Anteilhaber anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Der Verwaltungsrat kann sämtliche sonstigen Bedingungen festlegen, welche von den Anteilhabern zur Teilnahme an einer Generalversammlung erfüllt werden müssen.

Auf der Generalversammlung werden lediglich solche Vorgänge behandelt, welche in der Tagesordnung enthalten sind (die Tagesordnung wird sämtliche gesetzlich erforderlichen Vorgänge enthalten) sowie Vorgänge, welche zu solchen Vorgängen gehören.

Jeder Anteil berechtigt, unabhängig von der Anteilklasse zu einer Stimme im Einklang mit den Vorschriften des Luxemburger Rechts und dieser Satzung. Ein Anteilhaber kann sich bei jeder Generalversammlung durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, welche kein Anteilhaber sein muss und Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch das Gesetz oder diese Satzung werden die Beschlüsse auf der Generalversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteilhaber gefasst.

**Art. 23. Generalversammlungen der Anteilhaber in einem Teilfonds oder einer Anteilklasse.** Die Anteilhaber der Anteilklassen im Zusammenhang mit einem Teilfonds können zu jeder Zeit Generalversammlungen abhalten, um über Vorgänge zu entscheiden, welche ausschließlich diesen Teilfonds betreffen.

Darüber hinaus können die Anteilhaber einer Anteilklasse, zu jeder Zeit Generalversammlungen im Hinblick auf alle Fragen, welche diese Anteilklasse betreffen, abhalten.

Die Bestimmungen in Artikel 22 Absätze 2, 3, 7, 8, 9, 10 und 11 sind auf solche Generalversammlungen analog anwendbar.

Jeder Anteil berechtigt zu einer Stimme im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts und dieser Satzung. Anteilhaber können persönlich handeln oder sich aufgrund einer Vollmacht durch eine andere Person, welche kein Anteilhaber sein muss, aber ein Mitglied des Verwaltungsrates sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen im Gesetz oder in dieser Satzung werden Beschlüsse der Generalversammlung eines Teilfonds oder einer Anteilklasse mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteilhaber gefasst.

**Art. 24. Auflösung oder Verschmelzung von Teilfonds oder Anteilklassen.** Der Verwaltungsrat kann beschließen, das Vermögen eines Teilfonds aufzulösen und den Anteilhabern den Anteilwert ihrer Anteile an dem Bewertungstag, an welchem die Entscheidung wirksam wird, auszuzahlen. Ferner kann der Verwaltungsrat die Annullierung der an einem solchen Teilfonds ausgegebenen Anteile und die Zuteilung von Anteilen an einem anderen Teilfonds, vorbehaltlich der Billigung durch die Gesellschafterversammlung der Anteilhaber dieses anderen Teilfonds erklären, vorausgesetzt, dass während der Zeit von einem Monat nach Veröffentlichung gemäß nachfolgender Bestimmung die Anteilhaber der entsprechenden Teilfonds das Recht haben werden, die Rücknahme oder den Umtausch aller oder eines Teils ihrer Anteile zu dem anwendbaren Anteilwert ohne Kostenbelastung zu verlangen.

In Übereinstimmung mit dem Gesetz vom 17. Dezember 2010 führt nur die Liquidation des letzten verbleibenden Teilfonds zu einer Liquidation im Sinne des Art. 145 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010. In diesem Fall ist die Ausgabe von Anteilen, außer zum Zwecke der Liquidation, verboten.

Der Verwaltungsrat kann entscheiden, die Vermögenswerte eines Teilfonds auf einen anderen innerhalb der Gesellschaft bestehenden Teilfonds zu übertragen oder in einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen, welcher gemäß Teil I des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 oder einen anderen Teilfonds innerhalb eines solchen anderen Organismus für gemeinschaftliche Anlagen („Neuer Teilfonds“) einbringen und die Anteile neu bestimmen. Eine solche Entscheidung wird gemäß den gesetzlichen Bestimmungen von der Gesellschaft in Mémorial und in jeweils einer Tageszeitung eines jeden Landes veröffentlicht, in dem die Anteile öffentlich vertrieben werden, um den Anteilhabern während der Dauer von 30 Tagen zu ermöglichen, den kostenfreien (mit Ausnahme der Deckung der Auflösungskosten) Umtausch ihrer Anteile oder eine kostenfreie (mit Ausnahme der Deckung der Auflösungskosten) Rücknahme ihrer Anteile zu beantragen. In solchen Fällen sind die Rechte, die mit den verschiedenen Anteilklassen in Bezug auf die jeweiligen Nettovermögenswerte der jeweiligen Anteilklassen bestehen an das Datum des Inkrafttretens dieser Fusion geknüpft. Darüber hinaus kann die Gesellschaft beschließen, einen Fonds oder einen Teilfonds, entweder als untergehenden OGAW oder als aufnehmenden OGAW grenzüberschreitend und im Rahmen innerstaatlicher Grundlagen im Einklang mit den Definitionen und Bedingungen des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 zu fusionieren.

Im Falle einer Fusion mit einem offenen Fonds in der Art eines Sondervermögens (fonds commun de placement) ist der Beschluss nur für diejenigen Anteilhaber bindend, die der Fusion ihre Zustimmung erteilt haben.

Die Durchführung der Fusion vollzieht sich wie eine Auflösung des Teilfonds und eine gleichzeitige Übernahme sämtlicher Vermögensgegenstände durch den aufnehmenden Teilfonds. Abweichend zu der Auflösung erhalten die Anleger des Teilfonds Anteile des aufnehmenden Fonds bzw. Teilfonds, deren Anzahl sich auf der Grundlage des Anteilwertverhältnisses der betroffenen Fonds zum Zeitpunkt der Einbringung errechnet und gegebenenfalls einen Spitzenausgleich. Die Durchführung der Fusion wird vom Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft kontrolliert.

Der Verwaltungsrat entscheidet über das Wirksamwerden einer Fusion. Soweit die Fusion der Zustimmung der Anteilhaber gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 bedarf, entscheidet die Versammlung der Anteilhaber mit mindestens einfacher Mehrheit, jedoch nicht mit mehr als 75 % der Stimmen der anwesenden oder



vertretenen Anteilhaber über das Wirksamwerden der Fusion. Quorumerfordernisse bestehen nicht; lediglich die Zustimmung der Anteilhaber der Teilfonds, die von der Fusion betroffenen sind, ist erforderlich.

**Art. 25. Rechnungsjahr.** Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. März jedes Jahres und endet am Ultimo des Monats Februar des darauf folgenden Jahres.

**Art. 26. Ausschüttungen.** Die Generalversammlung einer Anteilklasse im Zusammenhang mit einem Teilfonds wird auf Vorschlag des Verwaltungsrates und innerhalb der gesetzlichen Grenzen darüber entscheiden, wie der Ertrag aus diesem Teilfonds zu verwenden ist, sie kann zu gegebener Zeit Ausschüttungen erklären oder den Verwaltungsrat hierzu ermächtigen.

Auf jede ausschüttungsberechtigte Anteilklasse kann der Verwaltungsrat Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen beschließen.

Die Zahlung von Ausschüttungen auf die Inhaber von Namensanteilen erfolgt an deren im Anteilregister vermerkte Adressen. Die Zahlung von Ausschüttungen an die Inhaber von Inhaberanteilen erfolgt gegen Vorlage des Ertrags Scheins bei den hierzu von der Gesellschaft bezeichneten Stellen.

Ausschüttungen können in einer Währung, zu einem Zeitpunkt und an einem Ort ausbezahlt werden, wie dies der Verwaltungsrat zu gegebener Zeit bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann unbare Ausschüttungen an der Stelle von Barausschüttungen innerhalb der Voraussetzungen und Bedingungen, wie sie vom Verwaltungsrat festgelegt werden, beschließen.

Jegliche Ausschüttung, welche nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Erklärung eingefordert wird, verfällt zugunsten der an dem jeweiligen Teilfonds ausgegebenen Anteilklasse(n).

Auf Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft erklärt und für die Berechtigten zur Verfügung gehalten werden, erfolgen keine Zinszahlungen.

### Fünfter Abschnitt - Schlussbestimmungen

**Art. 27. Depotbank.** In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor (FinanzsektorG) ("Depotbank") abschließen.

Die Depotbank wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies im Gesetz vom 17. Dezember 2010 vorgesehen ist.

Sofern die Depotbank sich aus ihrer Stellung zurückziehen möchte, wird der Verwaltungsrat sich nach Kräften bemühen, eine Nachfolgedepotbank innerhalb von zwei Monaten nach Wirksamwerden der Beendigung der Depotbankbestellung zu finden. Der Verwaltungsrat kann die Ernennung der Depotbank zurücknehmen, er kann jedoch die Depotbank nicht entlassen, solange keine Nachfolgedepotbank bestellt wurde.

**Art. 28. Auflösung der Gesellschaft.** Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Generalversammlung und vorbehaltlich des Quorums und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 30 dieser Satzung aufgelöst werden.

Sofern das Gesellschaftsvermögen unter zwei Drittel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt, wird die Frage der Auflösung durch den Verwaltungsrat der Generalversammlung vorgelegt. Die Generalversammlung, welche ohne Quorum entscheiden kann, wird mit der einfachen Mehrheit der auf der Generalversammlung vertretenen Anteile entscheiden.

Die Frage der Auflösung der Gesellschaft wird des Weiteren der Generalversammlung vorgelegt, sofern das Gesellschaftsvermögen unter ein Viertel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt; in diesem Falle wird die Generalversammlung ohne Quorumerfordernis abgehalten und die Auflösung kann durch die Anteilhaber entschieden werden, welche ein Viertel der auf der Generalversammlung vertretenen stimmberechtigten Anteile halten.

Die Versammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Tatsache, dass das Netto-Gesellschaftsvermögen unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Minimums gefallen ist, abgehalten werden kann.

Die Anteilhaber können die Rücknahme oder den Umtausch der Anteile kostenlos (mit Ausnahme der Deckungskosten) beantragen. Eine solche Rücknahme oder Umtausch von Anteilen erfolgt unter Berücksichtigung der Liquidationskosten und mit ihr verbundener Auslagen.

**Art. 29. Liquidierung.** Die Liquidierung wird durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche ihrerseits natürliche oder juristische Personen sein können und von der Generalversammlung, die auch über ihre Befugnisse und über ihre Vergütung entscheidet, ernannt werden.

**Art. 30. Änderungen der Satzung.** Die Satzung kann durch eine Generalversammlung, welche den Quorum- und Mehrheitserfordernissen gemäß dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaft einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen unterliegt, geändert werden.

**Art. 31. Begriffsbestimmungen.** Maskuline Bezeichnungen dieser Satzung schließen die korrespondierende feminine Bezeichnung ein und Bezüge auf Personen oder Anteilhaber erfassen auch juristische Personen, Personengemeinschaften oder sonstige organisierte Personenvereinigungen, unabhängig davon, ob sie Rechtspersönlichkeit besitzen oder nicht.



**Art. 32. Anwendbares Recht.** Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und das Gesetz vom 17. Dezember 2010 einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen der jeweiligen Gesetze geregelt.

#### *Übergangsbestimmungen*

- 1) Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gründung und endet am 28. Februar 2013.
- 2) Die erste Generalversammlung wird am 11. Oktober 2013. stattfinden.

#### *Zeichnung des Gründungskapitals*

Das Gründungskapital wird wie folgt gezeichnet:

1) GS&P Institutional Management, Düsseldorf, vorgenannt, zeichnet einunddreißig (31) Anteile zum Gegenwert von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-)

Damit beträgt das Gründungskapital insgesamt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-). Die Einzahlung des gesamten Gründungskapitals wurde dem unterzeichneten Notar ordnungsgemäß nachgewiesen.

#### *Erklärung*

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Gründungskosten Die von der Gesellschaft zu tragenden notariellen Gründungskosten wurden auf dreitausend Euro (EUR 3.000,-) veranschlagt.

#### *Gründungsversammlung der Gesellschaft*

Oben angeführte Person, welche das gesamte gezeichnete Gründungskapital vertritt, hat unverzüglich eine Gesellschafterversammlung, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennt, abgehalten und folgende Beschlüsse gefasst:

I. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:

- Wolfgang Zinn (Vorsitz), beruflich wohnhaft: Königsallee 60 G, D40212 Düsseldorf, Deutschland.
- Christian Beulen, Arity Asset Management, beruflich wohnhaft: 1221 Avenue of the Americas, 24th Floor, New York, NY 10020, USA.
- Thies Clemenz, beruflich wohnhaft: 8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf, Luxemburg.

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der jährlich stattfindenden ordentlichen Gesellschafterversammlung.

II. Sitz der Gesellschaft ist 8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf.

III. Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt: KPMG Audit S.à r.l., Réviseur d'Entreprises, 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit der jährlich stattfindenden ordentlichen Gesellschafterversammlung. Wüßer Urkunde aufgenommen in Mersch am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Erschienenen, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: C. WOLFF, M. LECUIT.

Enregistré à Mersch, le 20 mars 2012. Relation: MER/2012/668. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): A. MULLER.

FÜR GLEICHLAUTENDE ABSCHRIFT erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, den 21. März 2012.

Référence de publication: 2012035707/817.

(120046733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2012.

### **Treveria J S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 250.000,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 125.118.

#### *Extrait des résolutions de l'associé unique*

En date du 26 mars 2012, l'associé unique de la Société a accepté la résignation de Monsieur Johan Dejangs, de Monsieur Richard Brekelmans et de Madame Marjoleine van Oort en tant que gérants de la Société, et ce avec effet immédiat.

En cette même date, l'associé unique a nommé les personnes suivantes en tant que gérants avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:

- Monsieur Olivier Liegeois, comptable, né le 27 octobre 1976 à Bastogne, Belgique, demeurant professionnellement au 12 rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg.

- Monsieur Luc Gerondal, fiscaliste, né le 23 avril 1976 à Kinshasa, République démocratique du Congo, demeurant au 19 avenue du Bois, L-1251 Luxembourg.

- Madame Sandrine BISARO, juriste, née le 28 juin 1969 à Metz, France, demeurant professionnellement au 12 rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg.

En cette même date, l'associé unique a décidé de transférer le siège social de la Société, de l'ancienne adresse 73, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg à la nouvelle adresse 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg et ce avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mars 2012.

Stijn Curfs

Mandataire

Référence de publication: 2012038292/26.

(120050526) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

---

**Treveria K S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 250.000,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 130.448.

—  
*Extrait des résolutions de l'associé unique*

En date du 26 mars 2012, l'associé unique de la Société a accepté la résignation de Monsieur Johan Dejans, de Monsieur Richard Brekelmans et de Madame Marjoleine van Oort en tant que gérants de la Société, et ce avec effet immédiat.

En cette même date, l'associé unique a nommé les personnes suivantes en tant que gérants avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:

- Monsieur Olivier Liegeois, comptable, né le 27 octobre 1976 à Bastogne, Belgique, demeurant professionnellement au 12 rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg.

- Monsieur Luc Gerondal, fiscaliste, né le 23 avril 1976 à Kinshasa, République démocratique du Congo, demeurant au 19 avenue du Bois, L-1251 Luxembourg.

- Madame Sandrine BISARO, juriste, née le 28 juin 1969 à Metz, France, demeurant professionnellement au 12 rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg.

En cette même date, l'associé unique a décidé de transférer le siège social de la Société, de l'ancienne adresse 73, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg à la nouvelle adresse 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg et ce avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mars 2012.

Stijn Curfs

Mandataire

Référence de publication: 2012038293/26.

(120050585) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

---

**Treveria M S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 250.000,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 136.722.

—  
*Extrait des résolutions de l'associé unique*

En date du 26 mars 2012, l'associé unique de la Société a accepté la résignation de Monsieur Johan Dejans, de Monsieur Richard Brekelmans et de Madame Marjoleine van Oort en tant que gérants de la Société, et ce avec effet immédiat.

En cette même date, l'associé unique a nommé les personnes suivantes en tant que gérants avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:

- Monsieur Olivier Liegeois, comptable, né le 27 octobre 1976 à Bastogne, Belgique, demeurant professionnellement au 12 rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg.

- Monsieur Luc Gerondal, fiscaliste, né le 23 avril 1976 à Kinshasa, République démocratique du Congo, demeurant au 19 avenue du Bois, L-1251 Luxembourg.

- Madame Sandrine BISARO, juriste, née le 28 juin 1969 à Metz, France, demeurant professionnellement au 12 rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg.

En cette même date, l'associé unique a décidé de transférer le siège social de la Société, de l'ancienne adresse 73, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg à la nouvelle adresse 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg et ce avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mars 2012.

Stijn Curfs

Mandataire

Référence de publication: 2012038295/26.

(120050583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

---

### **Vador S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 90.862.

—  
*Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 15 mars 2012.*

Conformément à l'article 51, al. 6 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales, les administrateurs restants procèdent à la nomination, par voie de cooptation, de Monsieur Jean-Marie LEGENDRE, né le 1<sup>er</sup> février 1946 à Paris (France), domicilié au 56, Boulevard Napoléon I<sup>er</sup>, L - 2210 Luxembourg, au titre d'administrateur en remplacement de Monsieur Norbert SCHMITZ, administrateur démissionnaire.

Cette nomination sera soumise pour ratification à la prochaine assemblée générale.

*Pour la société*

VADOR S.A.

Référence de publication: 2012038324/15.

(120051257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

---

### **Glass Fibre Holding I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9227 Diekirch, 50, Esplanade.

R.C.S. Luxembourg B 163.525.

—  
L'an deux mille douze le sept mars,

L'associé BINANI INDUSTRIES LIMITED décide de nommer à la fonction de gérant catégorie A de la société pour une durée indéterminée Monsieur Braj Bhushandas BINANI, né le 14 décembre 1959 à Kolkata (Inde), demeurant à Little Gibbs Road 4, Malabar Hill, Mumbai, 400 006 (Inde), et

L'associé BINANI INDUSTRIES LIMITED décide de nommer à la fonction de gérant catégorie A de la société pour une durée indéterminée Monsieur Giovanni Francesco SANTICOLI, né le 15 octobre 1953 à Baudour (Belgique), demeurant à Meerlan 203, 3090 Overijse (Belgique).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DIEKIRCH, le 28 mars 2012.

*Pour la société*

COFICOM Trust S.à r.l.

B.P. 126

50, Esplanade

L-9227 DIEKIRCH

Signature

Référence de publication: 2012038410/22.

(120050870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

---

**Verdala S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 101.910.

—  
*Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 15 mars 2012.*

Conformément à l'article 51, al. 6 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales, les administrateurs restants procèdent à la nomination, par voie de cooptation, de Monsieur Jean-Marie LEGENDRE, né le 1<sup>er</sup> février 1946 à Paris (France), domicilié au 56, Boulevard Napoléon I<sup>er</sup>, L - 2210 Luxembourg, au titre d'administrateur en remplacement de Monsieur Norbert SCHMITZ, administrateur démissionnaire.

Cette nomination sera soumise pour ratification à la prochaine assemblée générale.

*Pour la société*  
VERDALA SA

Référence de publication: 2012038329/15.

(120051256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

---

**Vexinluxe S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 90.952.

—  
*Extrait du Procès-Verbal de la Réunion du Conseil d'Administration tenue le 21 mars 2012*

*Résolution unique:*

Le Conseil d'Administration décide le transfert du siège social de son adresse actuelle située au 15 avenue Emile Reuter à L-2420 Luxembourg au 11 A boulevard Prince Henri à L-1724 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

VEXINLUXE S.A.  
Société Anonyme

Référence de publication: 2012038330/14.

(120050377) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

---

**VOSNES INVESTMENT S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.  
R.C.S. Luxembourg B 109.515.

—  
*Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 15 mars 2012.*

Conformément à l'article 51, al. 6 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales, les administrateurs restants procèdent à la nomination, par voie de cooptation, de Monsieur Jean-Marie LEGENDRE, né le 1<sup>er</sup> février 1946 à Paris (France), domicilié au 56, Boulevard Napoléon I<sup>er</sup>, L - 2210 Luxembourg, au titre d'administrateur en remplacement de Monsieur Norbert SCHMITZ, administrateur démissionnaire.

Cette nomination sera soumise pour ratification à la prochaine assemblée générale.

*Pour la société*  
VOSNES INVESTMENT S.A.

Référence de publication: 2012038338/15.

(120051252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

---

**Walufi S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.  
R.C.S. Luxembourg B 60.627.

—  
*Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 15 mars 2012.*

Conformément à l'article 51, al. 6 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales, les administrateurs restants procèdent à la nomination, par voie de cooptation, de Monsieur Jean-Marie LEGENDRE, né le 1<sup>er</sup> février 1946 à Paris (France), domicilié au 56, Boulevard Napoléon I<sup>er</sup>, L - 2210 Luxembourg, au titre d'administrateur en remplacement de Monsieur Norbert SCHMITZ, administrateur démissionnaire.

Cette nomination sera soumise pour ratification à la prochaine assemblée générale.

*Pour la société*

WALUFI S.A., SPF

Référence de publication: 2012038341/15.

(120051251) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

---

**Ygrec S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 72.632.

—  
*Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 15 mars 2012.*

Conformément à l'article 51, al. 6 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales, les administrateurs restants procèdent à la nomination, par voie de cooptation, de Monsieur Jean-Marie LEGENDRE, né le 1<sup>er</sup> février 1946 à Paris (France), domicilié au 56, Boulevard Napoléon I<sup>er</sup>, L - 2210 Luxembourg, au titre d'administrateur en remplacement de Monsieur Norbert SCHMITZ, administrateur démissionnaire.

Cette nomination sera soumise pour ratification à la prochaine assemblée générale.

*Pour la société*

YGREC S.A., SPF

Référence de publication: 2012038346/15.

(120051250) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

---

**Arabco A.G., Société Anonyme.**

Siège social:

R.C.S. Luxembourg B 20.250.

—  
**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

«Par jugement du 15 mars 2012, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions,

déclare closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société anonyme ARABCO AG (B20250), ordonne la publication du présent jugement par extrait au Mémorial; met les frais à la charge du Trésor.

Pour extrait conforme

Lionel GUETH-WOLF

*Le liquidateur*

Référence de publication: 2012038400/17.

(120051110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

---

**Holzmanufaktur Weiland s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9749 Fischbach, 11, Giaellewee.

R.C.S. Luxembourg B 96.841.

—  
**EXTRAIT**

Zufolge Urkunde, aufgenommen durch Notar Martine Weinandy, mit dem Amtswohnsitz zu Clerf, am 07. Februar 2012, einregistriert zu Clerf am 09. Februar 2012, CLE/2012/172, wurde Herr Patrick POSCH, Schreinermeister, geboren zu Malmedy, am 29. April 1974, wohnhaft zu L-9749 Fischbach, 11, Giällewee, als technischer Geschäftsführer mit sofortiger Wirkung abgesetzt.

Herr Stephan BACKES, Schreiner und Dachdecker, geboren zu Malmedy, am 08. März 1967, wohnhaft zu B-4780 St. Vith, 8, Wallerode, wurde als technischer Geschäftsführer für eine unbestimmte Dauer ernannt.

Clerf, den 23. Februar 2012.

Martine WEINANDY

*Der Notar*

Référence de publication: 2012038411/17.

(120051105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

---

**Costela Participations S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 136.891.

Les soussignés Maître Arnaud Schmitt et Maître Bertrand Christmann, avocats à la Cour au barreau de Luxembourg, demeurant tous deux professionnellement à Luxembourg, pris en leur qualité d'associés du cabinet Avocats associés ChristmannSchmitt, domiciliataires de la société COSTELA PARTICIPATIONS SA société anonyme, ayant son siège social à L-3511 Dudelange, 53-55, Rue de la Libération, et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 136.891 décident de dénoncer avec effet immédiat tout office de domiciliation.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mars 2012.

*Pour Maître Arnaud Schmitt et Maître Bertrand Christmann*

*Signatures*

*Le domiciliataire*

Référence de publication: 2012038405/16.

(120051113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

---

**Centre Europe S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 43, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 90.546.

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 29 mars 2012*

L'Assemblée Générale renouvelle pour une durée de 3 ans le mandat d'administrateur de Monsieur Olivier Hubert, né à Arlon le 1<sup>er</sup> juillet 1964 et dont l'adresse professionnelle est au 43, Boulevard Royal à L-2955 Luxembourg. Son mandat viendra à échéance à l'Assemblée qui se tiendra en 2015 pour approuver les chiffres de l'exercice 2014.

Référence de publication: 2012038404/11.

(120051207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

---

**Idéal Services Propreté, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5241 Sandweiler, 45A, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 109.288.

Il résulte du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire, qui s'est tenue le 15 février 2012, que la résolution suivante a été adoptée:

L'Assemblée prend acte de la cession de 10 parts sociales, que Monsieur Marcel CHECIAK détenait, à Madame Annick CHECIAK, Madame Myriam DANNER et Monsieur Marcel Etienne CHECIAK.

Par conséquent, la répartition du capital social de la Société IDEAL SERVICES PROPLETE se répartit comme suit: la Société PROGIM SA, avec siège social au 24, rue Léon Jost F-75017 Paris: 90 parts sociales; Madame Annick CHECIAK: 3 parts sociales et un tiers indivis d'une part sociale; Madame Myriam DANNER: 3 parts sociales et un tiers indivis d'une part sociale et Monsieur Marcel Etienne CHECIAK: 3 parts sociales et un tiers indivis d'une part sociale, soit au total 100 parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 février 2012.

*Pour la Société*

*Signature*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2012038412/21.

(120050729) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

---



**KB Lux Immo S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 43, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 31.404.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 27 mars 2012*

L'Assemblée Générale renouvelle pour une durée de 3 ans le mandat d'administrateur de Monsieur Olivier Hubert, né à Arlon le 1<sup>er</sup> juillet 1964 et dont l'adresse professionnelle est au 43, Boulevard Royal à L-2955 Luxembourg. Son mandat viendra à échéance à l'Assemblée qui se tiendra en 2015 pour approuver les chiffres de l'exercice 2014.

Référence de publication: 2012038415/11.

(120051203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

---

**Stelarlux Industrie S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 750.000,00.**

Siège social: L-2330 Luxembourg, 140, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 158.446.

—  
EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales daté du 28 mars 2012, que la société Smile Invest S.A., immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 132.138, ayant son siège social au 140, boulevard de la Pétrusse, à L-2330 Luxembourg, a cédé l'intégralité des 7.500 (sept mille cinq cents) parts sociales ordinaires de la Société qu'elle détenait à la société Stelarlux Capital SPF S.A., immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 125.102 et ayant son siège social au 140, boulevard de la Pétrusse, à L-2330 Luxembourg.

La société Stelarlux Capital SPF S.A. détient donc maintenant l'intégralité des parts sociales ordinaires de la Société, soit 7.500 (sept mille cinq cents) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale de EUR 100 (cent euro) chacune.

Pour extrait sincère et conforme

Stelarlux Industrie S.à r.l.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2012038427/21.

(120050742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

---

**IB Finance, Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-2953 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 16.007.

—  
Par décision de l'assemblée générale ordinaire du 12 mars 2012, la cooptation en date du 06 avril 2011 de Monsieur Bernard MOMMENS au Conseil d'Administration et la démission à cette même date de Madame Charlotte LIES du Conseil d'Administration ont été ratifiées. Le mandat de l'Administrateur définitivement élu, s'achèvera avec ceux des autres Administrateurs à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2014.

Luxembourg, le 28 MARS 2012.

*Pour: IB FINANCE*

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Mireille Wagner / Caroline Felten

Référence de publication: 2012038414/17.

(120050781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

---

**Logwin AG, Société Anonyme.**

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 5, An de Längten.

R.C.S. Luxembourg B 40.890.

—  
AUSZUG

Gemäß Beschluss des Verwaltungsrates vom 7. März 2012 sind mit Wirkung zum 7. März 2012 Herr Thomas Eisen, geboren am 25. Dezember 1971 in Wien, Österreich, geschäftsansässig in Plainbachstraße 5, A - 5101 Bergheim (Österreich), und Herr Hauke Müller, geboren am 17. November 1964 in Hamburg, Deutschland, geschäftsansässig in Andras-Meyer-Straße 45-47, 22113 Hamburg (Deutschland), auf unbestimmte Zeit als Mitglieder des Executive Committee ernannt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

..., den 26. März 2012.

*Für die Gesellschaft*

Unterschriften

Référence de publication: 2012038417/17.

(120051278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

---

**Newlux Patrimoine Investissements S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

R.C.S. Luxembourg B 94.627.

—  
CLÔTURE DE LIQUIDATION

«Par jugement du 15 mars 2012, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions,

déclare closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société anonyme NEWLUX PATRIMOINE INVESTISSEMENTS SàRL (B94627),

ordonne la publication du présent jugement par extrait au Mémorial;

met les frais à la charge du Trésor.

Pour extrait conforme

Lionel GUETH-WOLF

*Le liquidateur*

Référence de publication: 2012038422/17.

(120051108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

---

**Oxford Aviation Academy Finco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 145.945.

—  
EXTRAIT

Il résulte d'une résolution datée du 28 mars 2012 de l'associé unique de la Société que Monsieur Paul Gough a démissionné de ses fonctions en tant que gérant de classe B de la Société avec effet immédiat.

Il résulte de cette même résolution que Madame Laura Carballo née le 29 novembre 1976 à New York (États-Unis d'Amérique) et demeurant professionnellement au 33 Cavendish Square, 6<sup>ième</sup> étage, Londres, W1G OPW, Royaume-Uni, a été nommée gérante de classe B de la Société en remplacement de Monsieur Paul Gough et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mars 2012.

*Pour la Société*

Signature

Référence de publication: 2012038423/19.

(120051225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

---

**Oxford Aviation Academy Luxembourg 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 1.399.843,75.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 123.879.

—  
EXTRAIT

Il résulte d'une résolution datée du 28 mars 2012 de l'associé unique de la Société que Monsieur Paul Gough a démissionné de ses fonctions en tant que gérant de classe B de la Société avec effet immédiat.

Il résulte de cette même résolution que Madame Laura Carballo née le 29 novembre 1976 à New York (Etats-Unis d'Amérique) et demeurant professionnellement au 33 Cavendish Square, 6<sup>ième</sup> étage, Londres, W1G OPW, Royaume-Uni, a été nommée gérante de classe B de la Société en remplacement de Monsieur Paul Gough et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mars 2012.

*Pour la Société*

Signature

Référence de publication: 2012038424/19.

(120051272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

---

**Oxford Aviation Academy Luxembourg 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 1.412.343,75.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 125.026.

—  
EXTRAIT

Il résulte d'une résolution datée du 28 mars 2012 de l'associé unique de la Société que Monsieur Paul Gough a démissionné de ses fonctions en tant que gérant de classe B de la Société avec effet immédiat.

Il résulte de cette même résolution que Madame Laura Carballo née le 29 novembre 1976 à New York (Etats-Unis d'Amérique) et demeurant professionnellement au 33 Cavendish Square, 6<sup>ième</sup> étage, Londres, W1G OPW, Royaume-Uni, a été nommée gérante de classe B de la Société en remplacement de Monsieur Paul Gough et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mars 2012.

*Pour la Société*

Signature

Référence de publication: 2012038425/19.

(120051235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

---

**Residimmo S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 86.526.

Domiciliations ChristmannSchmitt, établie et ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 25C, Boulevard Royal, domiciliataire de la société RESIDIMMO S.A., société anonyme, ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 25C, Boulevard Royal, et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 86526, décide de dénoncer avec effet immédiat le siège de la société RESIDIMMO S.A.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mars 2012.

*Pour Domiciliations ChristmannSchmitt*

Signatures

*Le domiciliataire*

Référence de publication: 2012038426/15.

(120051111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

---

**Westfield Italian Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 162.892.

—  
EXTRAIT

L'associé unique de la Société se nomme désormais Westfield European Investments Limited et sis au 2 Lambs Passage, EC1Y 8YY Londres, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la Société*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2012038434/15.

(120050918) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

**Westfield Milan S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 162.922.

—  
EXTRAIT

L'associé unique de la Société se nomme désormais Westfield Italian Holdings S.à r.l. et sis au 47, avenue John F. Kennedy, 1855 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la Société*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2012038435/15.

(120050893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2012.

**Cogeco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5810 Bettembourg, 43, rue de Bettembourg.

R.C.S. Luxembourg B 102.047.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour COGECO S.à r.l.*

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2012039663/11.

(120053042) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

**Claxon Participations S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 69.171.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012039660/9.

(120052893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.